DÉFENSE DE L'OCCIDENT

DIRECTEUR
Maurice BARDÈCHE

Dans ce numéro :

N° 35

Prix : 100 fr.

Août-Septembre 1956

SOMMAIRE



BULLETIN D'ABONNEMENT

Veuillez m'inscrire pour un abonnement de

à votre revue *DEFENSE DE L'OCCIDENT* à partir du N°

NOM ....

PRENOM ....

ADRESSE ....

....

Signature

Conditions d'abonnement :

1 an : 1.000 fr. — 6 mois : 600 fr.

Etranger : 1 an : 1.300 fr. — 6 mois : 700 fr.

Abonnement de propagande : 1 an : 3.000 fr.

Abonnement de soutien : 1 an : 5.000 fr. et 10.000 fr.

Adresser tous paiements à : « Les Sept Couleurs », 35, rue Cortambert, Paris (16e). C.C.P. : 21.8219, Paris.

LE RÉGIME DES RODOMONTADES

Quelle fatalité pèse donc sur les gouvernements de « front populaires » ? L'idéologie les entraîne fougeusement là où le bons sens interdit de mettre les pieds. L'inflation, la misère, la guerre apparaissent à coup sûr sous leur signe et nul avertissement, nul précédent, nulle leçon ne peuvent les écarter.

Guy Mollet. homme moyen et brave homme, nullement sujet aux extases et aux accès visionnaires de Léon Blum, est pourtant entraîné par le même courant et ne parvient pas à y résister. Dans un mode mineur, les catastrophes de son proconsulat reproduisent les catastrophes du Front Populaire de 1936 : la monnaie est frappée la première par la démagogie, la paix est menacée ensuite par l'hystérie partisane. Poussés par un bon vent de générosité et d'énergie démocratiques, nous allons nous retrouver, comme en 1940, drossés sur des écueils imprévus, la quille en l'air et tout penauds, une fois de plus, de notre déconfiture.

⁂

Commençons par la monnaie. Nous en sommes aux rodomontades. Nous avons entendu les mêmes chaque fois qu'une dévaluation était imminente. Celles du parti socialiste sont, en général, les plus péremptoires : celles de Vincent-Auriol, *quarante-huit heures* avant le décret de dévaluation mériteraient de rester célèbres dans les annales de la république, si la république pouvait avoir des annales. La crise actuelle de la monnaie est avouée. Elle a pour cause la démagogie du Front Populaire qui a voulu superposer à une cause d'inflation inévitable, la guerre d'Algérie, une cause d'inflation parfaitement évitable et purement démagogique, la retraite des vieux. Pour avoir placé en priorité un impératif essentiellement électoral, le gouvernement socialiste se voit aujourd'hui obligé à des acrobaties monstrueuses pour faire face au cumul de ses échéances. Par une conséquence absurde, mais prévisible, il est obligeé de renier ses engagements électoraux et de refuser le réajustement des salaires qu'il avait promis. Cela ne sauvera rien. Dès à présent, le gouvernement est acculé à la dévaluation par la vague de revendications dont il a fixé lui-même la

date et qui interviendra en octobre. La dévaluation deviendra dès lors inévitable ; il n'est pas besoin d'être sorcier pour le prévoir.

Ajoutons qu'un événements risque de la précipiter. Si notre brillante opération sur le Suez aboutit à des conséquences d'ordre militaire, ce n'est pas l'Angleterre qui paiera la note. Même les simples opérations de prémobilisation, les mouvements de la flotte, les exercices d'entraînement des avions à réaction qui déchirent gracieusement le velum au-dessus de nos têtes, sont des amusements qui coûtent quelques milliards par jour. Dans trois semaines, dans six semaines ou dans trois mois, on nous expliquera que la « défense de l'empire » a rendu inévitable cette « mesure » douloureuse, qui, que, etc... ». La destruction de notre monnaie, qui accompagne chacune des manifestations de l'Entente Cordiale, aura en réalité pour cause les folies diverses dans lesquelles l'idéologie antifasciste et ses crises d'hystérie internationale précipitent périodiquement les gouvernements socialistes.

⁂

Mais la dévaluation, malgré son cortège d'injustices et sa dramatique signification profonde, risque de n'être qu'un moindre mal dans le bilan catastrophique que nous prépare une année de gouvernement de Front Populaire. Le cul-de-sac diplomatique et militaire dans lequel s'est fourvoyée la malheureuse équipe Mollet-Pineau à la suite de l'imbécile Eden risque d'avoir une vaste envergure.

Pendant que la grande presse unanime entonne les couplets fameux de la ronde enfantine — *« Loup y es-tu ? Je mets ma culotte ! ! ! —* en y ajoutant un moue terrible, ne nous lassons pas d'écrire que notre attitude à propos de l'affaire de Suez est une monstrueuse erreur politique dont le résultat ne peut être qu'une dramatique guerre de Corée en Méditerranée, que nous ne sommes pas en mesure de faire, ou une capitulation de la France et de l'Angleterre d'autant plus ridicule et honteuse que les éclats de voix auront été plus forts. Je précise, pour prendre date, que ces lignes ont été écrites le 12 août 1956, car je pense qu'avant peu de temps, devant l'horizon qui se révèle un peu plus clairement chaque jour, les boute-feux les plus furieux seront devenus assez tièdes devant l'opération vers laquelle on nous entraîne.

Dans l'affaire de Suez, les dirigeants français ont vu essentiellement, ils ne s'en sont pas cachés, une occasion d'acculer Nasser à une capitulation destinée à détruire son prestige. Résumée à cette donnée fondamentale, la question est donc simple : avons-nous les moyens d'infliger à Nasser, *dans la situation internationale actuelle,* une telle capitulation ? Un examen sérieux nous amène à une réponse négative.

La première raison en est dans nos atermoiements. Une nation qui veut frapper frappe, elle ne convoque pas une conférence. Si la nationalisation du canal de Suez paraissait, contrairement à tout bon sens, un *casus belli,* c'est-à-dire une bonne occasion d'attaquer l'Egypte, il fallait bombarder Alexandrie dans les six heures. Ou alors tourner sept fois sa langue dans sa bouche avant de pousser des cris. Nous nous réfugions dans les parlottes, les conciliabules et les mouvements de porte-avions parce que c'est encore une manière de forcer la voix sans rien faire. Mais il est déjà clair que nos gouvernements font la grimace devant les conséquences de leur noble courroux.

Notre situation de force est douteuse. Car si notre supériorité initiale n'est pas contestable, nul ne sait ce qui peut advenir d'une situation de guerre rendue durable par la volonté de résistance du peuple égyptien. Si le gouvernement égyptien et l'ensemble des forces égyptiennes ne sont pas balayés en quelques jours, ce qui semble hors des possibilités des forces franco-anglaises, on s'installe dans une situation bien connue par son caractère inconfortable et ses possibilités dramatiques : une guerre locale alimentée en armes et en techniciens par l'U.R.S.S., d'une part, par l'Amérique d'autre part. C'est la guerre de Corée, mais tragiquement rapprochée des barils à poudre installés en Europe.

Que peut donner une conférence ? Il en résultera une fois de plus une « motion », une « déclaration », enfin un quelconque chiffon de papier dans lequel seront inscrites des revendications que personne ne conteste, pas même Nasser. Car enfin, le gouvernement égyptien étant d'accord sur le libre passage, s'engageant à ne pas augmenter les tarifs, à entretenir le canal et à indemniser les actionnaires, que peut-on lui demander de plus sinon le *contrôle effectif* d'une portion du territoire égyptien ? Et quel gouvernement, y compris le nôtre, consentirait à cette condition déshonorante ? Quel est le sens de ces exigences, puisque le gouvernement égyptien concède d'avance *et sans les avoir jamais discutés* les points essentiels, sinon que nous refusons d'avoir confiance en sa parole, en sa signature et que nous voulons des *garanties de fait ?*

Lesquelles ? C'est ici qu'on voit dans quelle impasse se sont engagés par imprudence les gouvernements français et anglais. Ils ont clamé partout qu'il leur fallait une « victoire de prestige » contre le fasciste Nasser et qu'on ne laisserait pas recommencer le coup de la Rhénanie. Notre « victoire de prestige » ne peut consister, dans ces conditions, qu'à imposer par la force ce contrôle effectif qui est la seule chose que l'Egypte nous refuse. Toute autre solution, en particulier l'institution d'un organisme de gestion international auquel l'Egypte se rallierait peut-être à condition qu'il respectât sa souveraineté territoriale, *n'est pas* une « victoire de prestige » des Occidentaux : car nous avons crié au coup de force, il en résulte la nécessité de répondre par un *geste*, et non pas d'aboutir à un arrangement raisonnable mais consistant en réalité à accepter le fait accompli moyennant l'intervention de trois messieurs en lunettes assis dans des fauteuils et censés représenter les intérêts occidentaux dans une gestion « égyptienne » du canal.

Ainsi, le but que poursuivait la diplomatie française notamment, donner un coup d'arrêt spectaculaire à la montée du nationalisme arabe, est manqué à coup sûr *à moins que le canon ne parle*. Voilà où mène la politique des rodomontades et l'incapacité de prévoir. Nous pouvions accepter les risques, probablement graves, que comportait l'emploi de la force : mais alors il fallait frapper fort, et surtout immédiatement. Nous pouvions affecter de regarder comme légitime la nationalisation de la Compagnie, considérer le fait avec sang-froid et dans un esprit de justice et représenter avec courtoisie notre vœu de voir réglées par un arrangement solide certaines incidences de caractère international, demande qui eût été sans doute accueillie par le gouvernement égyptien. Nous avons préféré une troisième voie, la plus mauvaise de toutes : crier et ne rien faire. Ainsi nous ne recueillons ni les avantages de la force, ni ceux de la compréhension. Notre gouvernement a créé *par sottise* une situation dont il ne sait plus comment sortir.

Ainsi, la légèreté et l'irréflexion de la politique socialiste risquent d'aggraver notre situation en Afrique du Nord au lieu de l'alléger. Si Nasser sort sans dommages, comme c'est probable, de l'affaire qu'il a soulevée, son prestige sur les populations arabes sera d'autant plus grand que nous aurons crié plus fort. Ce prestige, c'est notre gouvernement qui l'aura consolidé par sa précipitation à parler de perdre la face. Si Nasser nous gêne en Afrique du Nord, une action silencieuse et efficace nous rapporterait plus d'avantages que de le sacrer bruyamment, comme nous faisons, l'Hitler de l'Islam. Et il serait pour nous plus efficace encore de répondre par le sang-froid à toutes les situations qui peuvent naître et de regarder fermement une fois pour toutes l'Afrique du Nord comme une terre française que les événements de l'étranger n'ont pas à affecter. Que penserait-on d'un gouverneur du Languedoc qui menacerait de donner sa démission si la France ne déclarait pas la guerre à l'Espagne ? Lacoste a agi comme un sot en proclamant que notre présence en Algérie dépend de ce qui se passe à Suez. Elle ne doit dépendre de rien du tout, *elle est*.

L'opinion française, que notre gouvernement antifasciste s'en persuade bien, n'est pas disposée à risquer une guerre pour les prébendiers des fauteuils de Suez et pas davantage pour défendre la « démocratie » contre les soi-disants fascistes du Caire. Nous avons d'autres sujets d'indignation et de colère. Que les Egyptiens et les autres peuples du Moyen-Orient se donnent le gouvernement qui leur plaît, cela ne nous regarde en rien. Nous ne marcherons pas plus dans la croisade anti-fasciste que dans l'excitation à la haine. Ces divers exercices nous ont coûté assez cher. L'intégrité du territoire français, lequel comprend l'Algérie, comme toute autre province française, ne se défend ni au Caire ni à Jérusalem, mais sur place. Si nous avons un effort à demander au pays, demandons-le pour notre Afrique du Nord: là, nous ferons la guerre si on nous l'impose parce que nous avons à maintenir notre bien et notre droit. Mais ne mêlons pas à ce combat clair et que tout le monde comprend une querelle fumeuse et indirecte contre la prétendue Mecque de l'Islam. C'est notre force qu'on respectera et c'est notre force seule qui peut nous faire respecter. Le destin de l'Algérie se joue en Algérie. Il ne se joue ni à Londres ni à Suez. Au lieu d'avoir les yeux fixés vers ces incendies qu'on allume à l'horizon pour nous distraire, occupons-nous de ce qui se passe dans notre maison et de la guerre que nous avons à soutenir. C'est peut-être moins spectaculaire que de menacer l'Egypte de représailles et d'écrasement, mais c'est pourtant là l'essentiel.

Maurice BARDÈCHE.

— Dans le dernier numéro d'*Ecrits de Paris*, notre ami Jean Pleyber commente mon article du numéro 34 de *Défense de l'Occident* en ces termes désabusés, mais dont on ne peut malheureusement contester la justesse : « Il n'y a point d'Europe depuis que les Démocraties ont abattu les dictatures, depuis qu'elles ont livré à l'Union Soviétique plus de cent millions

d'Européens du Centre et de l'Est, qu'elles ont coupé l'Allemagne en deux... Il est évident que, si les gouvernements européens le voulaient, ils pourraient constituer un bloc qui serait aussi puissant que les blocs américain et soviétique et qui pourrait peut-être, sauver la civilisation en ajoutant ses forces à celles de l'Amérique. Mais il faudrait pour cela que ces gouvernements soient raisonnables et libres, deux conditions qui sont loin d'être remplies, puisqu'en vertu même des principes dont ils se réclament, ils sont contraints de tolérer l'existence de « cinquièmes colonnes » soviétiques de plus en plus puissantes... C'est avant tout cette faiblesse intellectuelle des Etats-Unis et des autres démocraties du monde libre qui les livre sans défense efficace à la propagande, et bientôt à l'agression communiste... Il n'y a vraiment aucune possibilité actuelle de faire l'Europe. » Trop vrai, hélas, trop vrai.

L'AFFAIRE DE SUEZ

L'Egypte n'a pas donné la puissance à Nasser ; il doit son rôle de vedette aux occidentaux. D'abord aux Etats-Unis qui favorisèrent la joute militaire qui élimina Farouk, pantin des Anglais et qui se servirent de lui pour exciter la radio du Caire contre la présence française en Afrique du Nord. L'ancien ambassadeur américain, M. Caffery, peut-être proposé pour la médaille de 1re classe d'apprenti sorcier. Nous l'avons dénoncé ici même en son temps ; nous ne sommes donc pas surpris car, à l'inverse des hommes politiques qui se gargarisent de leurs illusions, nous connaissons le Musulman et ses réflexes.

Quand Washington refusa des armes à Nasser, la Grande-Bretagne crut machiavélique de lui en fournir et elle entraîna la France dans son désir de stoper l'expansion américaine en Orient. Et la France fournit à son tour des armes (chars AMX, canons de 155 tractés) à l'Egypte, mais l'URSS en livra davantage ! Nasser qui est officier avant tout, veut une armée pour effacer la défaite infligée par Israël en 1948 ; aussi a-t-il abandonné Washington au profit de Moscou.

Nasser est Musulman ; c'est donc un homme qui croit au succès personnel et qui s'imagine que le triomphe n'a pas de limites. Plus sa radio vitupère la France, plus il affirme sa solidarité avec les Tunisiens, les Marocains et les Algériens et plus notre régime se déconsidère en lui dépêchant à domicile son ministre des affaires étrangères, en lui envoyant des protestations amicalement platoniques et... des armes, surtout beaucoup d'armes. C'est le seul langage que le musulman ne comprend pas, il a le mépris de la faiblesse et ne respecte que la force. Or Nasser est persuadé, et il a en partie raison, que l'indépendance de la Tunisie et du Maroc n'a été obtenue que grâce à son soutien. Il est non moins certain que l'Algérie deviendra libre grâce à ses efforts. Nasser a mis la France, cette grande nation, à genous. Il parle de la bassesse de la France et c'est exact, si l'on considère l'attitude des trois derniers ministères français implorant sa modération. A chaque insulte, Marianne

s'excusait presque et faisait chorus avec les pourfendeurs de colonialistes renforcés par Tito et Nehru. Avec de tels encouragements, le musulman Nasser a eu la tête tournée et c'est pourquoi il a mis la nain sur le canal de Suez dont le gros actionnaire est le gouvernement britannique. Sans la cascade de défaites essuyées par l'Occident en Afrique du Nord, jamais le colonel-président n'eut osé ce coup de maître. Nos hommes politiques ignorent qu'un cerveau de musulman ne marche pas à la même cadence qu'un cerveau d'occidental.

Voilà pourquoi, qu'on le veuille ou non, malgré une localisation apparente, l'Europe vient d'avancer d'un grand pas vers le troisième conflit mondial. Dans un livre paru au début de l'année : *La guerre froide du pétrole*, au chapitre « La nouvelle stratégie mondiale du pétrole » on trouvera l'explication de l'affaire de Suez que j'annonçais avec sept mois d'avance. Elle était inéluctable.

L'Europe occidentale s'est laissée imposer sa politique des carburants par les Anglo-Saxons. Elle est tributaire des pétroles du Moyen-Orient pour 93 % de sa consommation. Ces pétroles arrivent en Europe par les pipelines d'Irak et d'Arabie pour environ 30 %, tandis que 70 % viennent de la côte orientale d'Arabie par des tankers obligés d'emprunter la Mer Rouge donc le canal de Suez.

Londres, Paris et Washington ont pensé, un peu tard, que si Nasser devenait une marionnette entre les mains de l'URSS et de Tito, il pourrait, quand il le voudrait, fermer le canal aux Occidentaux. Notons que l'Egypte avait déjà violé la neutralité du canal en boycottant *avec l'accord de Londres,* les navires Israéliens. En résumé, *à lui seul,* il peut provoquer une disette de carburant en Europe, ce qui pourrait devenir une catastrophe en cas de difficultés internationales.

Les pipe-lines traversent des pays musulmans de la Ligue arabe. Un mot d'ordre, quelques cartouches bien placées sur les quatre pipe-lines qui débouchent sur la Méditerranée orientale, et l'Europe est privée du pétrole du Moyen-Orient.

Telle est la perspective dramatique qui angoisse tout à coup les capitales occidentales et qui paraît surprendre les chancelleries alors qu'elle est dans la logique même d'une géo-politique élémentaire. Il y a dix ans, que nous l'annonçons sur tous les tons, afin de ne pas nous laisser devancer par les événements. Nous avons même récidivé dans un deuxième ouvrage : *Bataille pour le Pétrole français.*

Malgré l'atome, c'est le pétrole avec ses 2.000 dérivés qui mène le monde. *Le bénéfice net officiel et avoué* des 34 sociétés pétrolières américaines se chiffre pour 1955 à 1.075 milliards de francs, et il n'y a pas que des sociétés pétrolières américaines. On comprend mieux, au vu de ces chiffres, le poids dont pèsent les pétroliers dans les décisions gouvernementales de tous les pays.

En attendant que la France tire de son sol sa consommation de carburant une politique du pétrole *indépendante* eût refusé de mettre ses œufs dans le même panier. La France dépend du Moyen-Orien pour 93 % de son approvisionnement, comme le rappelait P.B. dans « *Le Journal des Carburants* » quelques jours avant la bombe Nasser. Pourquoi ne pas répartir les risques en s'adressant au Vénézuéla ou un marché nous est ouvert ? Où est la politique du pétrole française ? Elle se soumet aux marchands alors qu'elle devrait se soumettre à l'intérêt national.

On se bat depuis six ans en Afrique du Nord pour savoir si le pétrole sera anglais, franco-anglais ou américain, alors que pendant trente ans on a empêché le pétrole nord-africain de jaillir pour ne pas concurrencer le pétrole étranger ! Aujourd'hui les Anglo-Saxons pressentant que la réserve du Moyen-Orient peut leur échapper sous une poussée sino-soviétique tentent de trouver des sources de remplacement en Afrique, mais pour eux seuls, sans la France. Cela dure depuis 1946, mais le but commence seulement à apparaître.

Après la Tunisie et le Maroc, encore un petit effort pour que l'Algérie tombe comme un fruit mûr et ce sera le tour du Sahara déjà entamé dans sa partie occidentale. Tout se tient logiquement de Suez à Casablanca et toute faiblesse se paie implacablement en pays musulmans. Personne ne se doute que la guerre d'Afrique du Nord est le commencement de la prochaine « dernière » grâce à une usure progressive du potentiel français.

On est effaré des commandes urgentes passées à l'étranger pour les opérations d'Algérie, somme toute relativement réduites.

Quel rôle prétend jouer la France en cas de tension internationale ? Où sont passés les milliers de milliards consacrés à la défense nationale depuis dix ans ? Qui a vérifié les taux des marchés ? A la lumière des événements nord-africains, des livraisons d'armes à l'Egypte et à la Syrie, s'apercevra-t-on qu'il se passe quelque chose de grave en France ?

« Si l'on envoyait plus de chars et moins de jeeps en reconnaissance, les embuscades seraient moins meurtrières » m'a écrit un jeune ami rappelé. On ne peut pas expédier en même temps des chars AMX à Nasser et en Algérie.

Nous avons l'impression que contrairement aux informations et aux affirmations officielles la situation se dégrade en Algérie comme au Maroc dont il faut redouter l'intervention en Algérie. Un seul homme a osé dire la vérité le 17 juin à Moreuil (Somme) et c'est M. Max Lejeune qui a déclaré : « La guerre du pétrole se déchaîne en Algérie comme ailleurs, cette guerre du pétrole qui dépasse le gouvernement ». Quant à M. Robert Lacoste, sa politique s'effritera car la longueur de la guerre a posé le problème *national* algérien dans des termes que l'on ne peut plus ignorer. Lui et son équipe trop nouvelle ignoraient la mentalité musulmane et ils ont déplacé les véritables causes de la révolte (pas tout à fait pourtant, puisque les prospecteurs de pétrole d'Edjelé sont protégés par une colonne de blindés).

L'affaire de Suez n'est pas vitale pour la France qui peut aisément s'approvisionner en carburant en Amérique du Sud. Elle ne pose qu'une question de prestige devant les injures de Nasser.

Il serait désolant que la France, traînée dans la boue par tout le monde aille défendre les 353.000 actions du gouvernement britannique et les sociétés pétrolières du Moyen-Orient.

Nous refusons les diversions meurtrières destinées à effacer la faillite d'illusions politiques.

Il n'y aurait pas eu d'affaire de Suez sans l'affaire d'Algérie. Cherchons donc plutôt les responsables qui, le 1er novembre 1954 ont laissé une révolte locale de 500 hommes se transformer en guerre. Tôt ou tard c'est là qu'il faudra en venir quand la France criera sa colère devant tant de sacrifices inutiles.

Pierre FONTAINE.

N.B. — Nous répondrons à l'argumentation gouvernementale concernant l'importance du canal de Suez pour nos importations de pétrole par des chiffres :

Importations françaises de pétrole pendant l'année 1955 : 24.738.323 tonnes dont :

Arabie séoudite .	2.772.782 t.	
Koweit	7.437.780 t.	venant par tankers via Suez ou par pipe-lines transdésertiques.
Quatar	1.408.529 t.	
Irak	10.660.764 t.	
Iran	926.863 t.	
Vénézuéla	763.716 t.	
Guyane (Trinidad)	464.509 t.	
U.S.A.	611.115 t.	
U.R.S.S.	165.357 t.	
Algérie	58.590 t.	

1re *remarque* : La France a mis presque tous ses œufs dans le même panier en s'approvisionnant pour majeure partie en Orient. Erreur stratégique et manque de sagacité politique.

2e *remarque :* Que le pétrole vienne d'Orient ou d'Amérique, il est vendu le même prix, donc aucune influence du frêt sur le prix de revient (11 fr. 64 le litre à la raffinerie, 4 fr. 79 pour la mise en place et la distribution, pompiste 3 fr., 45 fr. 32 de taxes et impôts d'Etat, plus la récente augmentation).

3e *remarque :* Le Vénézuéla peut nous approvisionner en quantité beaucoup plus importante.

Conclusion : En transformant l'affaire du Canal de Suez en affaire internationale on défend, avant tout, des intérêts capitalistes (pétroliers et Suez) considérables. On finira donc peut-être par comprendre les raisons exactes qui nous font lutter depuis 25 ans pour du *pétrole français en source directe tant métropolitain qu'africain*. La France, par inconscience et avec la complicité de ses dirigeants, se met en flèche dans la guerre froide du pétrole, puisqu'elle a jumelé ses intérêts pétroliers avec ceux de la Grande-Bretagne. Elle peut en mourir.

P. F.

A DES AMIS ALGÉRIENS

Je ne pense pas que l'on puisse relever plus d'incohérence, d'égoïsme, de manque de sagacité et souvent d'inintelligence dans le comportement des Français d'Algérie qui eussent pu faire beaucoup pour leur pays en sachant sacrifier une part de leurs « sous » au moment opportun.

Leur manque d'union, leurs vanités, leurs intérêts particuliers, leur souci de prendre des assurances sur l'avenir pour eux plus personnellement que pour l'Algérie, a un nom : la pusillanimité.

Ils furent prévenus à temps par des hommes qui n'avaient rien à défendre en Afrique du Nord qu'un sentiment d'amitié profonde.

Tous les événements qui se déroulent et se dérouleront en Afrique du Nord, nous les avons annoncé ici-même. Les réactions ne vinrent que des modestes. Les autres, sans doute par mimétisme, ne songèrent qu'à acheter le cadi.

A ces autres, nous dédions cet extrait d'une étude, publiée pour un autre dessein, par *l'Opinion Indépendante*. C'est tout ce que nous pouvons faire pour eux.

⁂

Entre beaucoup de faits extraordinaires — d'intersignes, comme il en existe aussi pour notre temps — qui illustrent ces dernières années de la Monarchie, il faut réserver une mention spéciale à cette stupéfiante « prophétie de Cazotte » qui a fait couler beaucoup d'encre...

On était, comme de nos jours, en pleine fièvre ésotérique. Il en est ainsi à toutes les époques qui précèdent les grands bouleversements. Au lieu de se passionner comme présentement pour la radiesthésie, on fondait toute sa croyance sur « l'illuminisme » du Bavarois Weishaupt. Mesmer avec son « baquet magique » lisait l'avenir et Cagliostro multipliait les guérisons les plus étonnantes.

Mais à côté de cet égarement collectif, certains esprits plus pénétrants discernaient avec une troublante acuité le tour prochain des événements, Cazotte était de ceux-là.

C'était un homme jovial et doux, fort instruit, auteur de deux livres non dépourvus de mérites : « Le diable amoureux » et « Ollivier ». Ce Champenois un peu fantasque avait d'étranges lueurs sur l'avenir, comme en témoigne son poème « Ollivier » où on ne compte plus les têtes coupées...

Un beau soir de l'hiver 1788, Cazotte, en compagnie de la société la plus cultivée et la plus brillante, soupait chez le prince de Beauveau, fort grand seigneur, membre de l'Académie française et Maréchal de France. L'Hôtel du Prince devenu, de nos jours, le Ministère de l'Intérieur, était le lieu où l'on donnait le bon ton et où se rencontraient grands seigneurs, hommes de lettres, artistes, philosophes...

Ce soir-là, dans l'euphorie générale, on célébrait le triomphe de l'esprit nouveau et l'avènement prochain de la raison et de la liberté. Toujours les lendemains qui doivent chanter !.!.. En général, hélas ! ces grandes illusions annoncent les grandes catastrophes...

Chacun y allait de son couplet facile. Seul Cazotte, d'humeur sombre ce soir-là gardait obtinément le silence. Soudain on le vit se dresser, comme animé d'une sombre ardeur et il laissa tomber ces mots pleins d'une ironie menaçante :

« Soyez satisfaits, Messieurs ! Vous la verrez tous bientôt cette grande et sublime révolution ! »

Et comme on le pressait de s'expliquer, tout haletant, il s'adressa ainsi à chaque convive. A Condorcet qui raillait :

« Vous, Monsieur de Condorcet, vous expirerez étendu sur le carreau d'un cachot... Vous, Monsieur de Chamfort, vous mourrez après vous être ouvert les veines... Vous, Monsieur de Nicolaï, vous périrez sur l'échafaud. Vous, Monsieur Bailly, vous y monterez aussi... »

De toutes parts, les convives se récrièrent.

« Mais notre sexe au moins sera épargné et vous m'en voyez heureuse demanda la duchesse de Gramont, sœur de Choiseul, mi-rieuse, mi-alarmée. ..

— Pas même, Madame. Vous et bien d'autres avec vous, vous serez conduites en charrette, les mains liées derrière le dos pour être suppliciées... »

Plus impressionnée qu'elle ne voulait le paraître, la duchesse essaya encore de plaisanter :

« — M. Cazotte, vous êtes terrible. Me laisserez-vous, au moins, un confesseur ?

— Non, Madame, le dernier supplicié qui en aura un, ce sera... et Cazotte, les yeux égarés, murmura : Ce sera le Roi de France. »

Alors tout le monde se leva et le prince de Beauveau pria Cazotte de cesser « cette lugubre facétie ».

Mme de Gramont voulut cependant détendre la gêne qui pesait sur l'assistance et elle interrogea : « Mais vous-même, Monsieur le Prophète, quel sera donc votre sort ? »

Cazotte baissa les yeux et répondit :

« Pendant le siège de Jérusalem, un homme fit sept jours de suite le tour des remparts criant : « Malheur à Jérusalem !!! Malheur !... » Le septième jour ,il cria : « Malheur à moi-même ! » Et dans le même moment, une pierre énorme, lancée par les machines ennemies, l'atteignit et le mit en pièces. »

Arrêté après le 10 août 1792, âgé de 80 ans, Cazotte n'échappa aux massacres du 2 septembre que grâce au dévouement de sa fille Elisabeth qui, comme Mlle de Sombreuil, accepta de boire un verre de sang humain : « au salut de la Nation et au triomphe de la Révolution. »

Mais ce ne fut qu'un répit. Transféré à la Conciergerie, Cazotte comparut devant le Tribunal révolutionnaire et, après un interrogatoire de vingt-sept heures il fut naturellement condamné à mort. Et, comme on n'avait pas alors de temps à perdre, il monta à l'échafaud le 25 septembre 1792, à 7 heures du soir, dans la cour du Carrousel. Ses dernières paroles furent très simples et très belles : « Je meurs comme j'ai vécu, fidèle à Dieu et à mon roi. »

Ainsi mourut celui qui fut le Cassandre de la Monarchie française.

Prévoir tout et ne pouvoir rien c'est le sort ordinaire des esprits clairvoyants dans le dérèglement général des époques troublées...

***

En 1949, une amie, Mme Fanny Riès, voyante-prophétesse de renommée internationale vint me rendre visite à Michelet (Haute-Kabylie).

— Je suis contente que vous quittiez cette région, me dit-elle. Elle deviendra très agitée, très hostile...

C'était la première fois que Mme Riès venait en Algérie. Je lui demandai sa « vision » d'impression :

— De la mer, j'ai vu Alger dans une brume... Sur tout le pays, flottaient des têtes coupées et le sang coulait dans les rues.

— C'est le passé, répondis-je, la prise d'Alger... une réminiscence...

Elle hésita.

— Non, je ne pense pas, c'est l'avenir !

Je consignai la « vision » à l'époque dans une revue. Simplement pour prendre date.

Mme Fanny Riès, dont la fille Mme de B..., habitait Alger, n'eut de cesse que ses enfants revinssent en France.

Après tout, ces « intersignes » valent bien les prophéties des politiciens et les affirmations de vieux Algériens m'affirmant alors que des mouvements indigènes étaient impensables !

P. F.

LE COMMERCE EST-OUEST ET L'O.N.U.

Une offensive mondiale a été déclenchée en faveur des relations commerciales Est-Ouest et d'une aide accrue aux pays sous-développés.

Il est à noter que toutes les fois que les progressistes et neutralistes réussissent à provoquer le ralentissement de l'effort de réarmement, cependant indispensable, devant l'inconnue de l'armement soviétique, on reparle de la transformation de crédits militaires en crédits économiques.

La vérité est que les amis plus ou moins camouflés de l'U.R.S.S. n'ont jamais vu avec faveur le réarmement de l'Occident, qu'ils ont tout fait pour le ralentir et que dès qu'ils le peuvent, ils relancent l'argument que le meilleur moyen de combattre le communisme et d'arrêter l'expansion soviétique est de lutter contre la misère en Asie et en Afrique.

Argument fallacieux, mais qui n'a jamais, semble-t-il, été utilisé avec une telle insistance que depuis quelques mois.

Les contribuables américains, qui font les plus gros frais de l'opération, ne sont pas dupes et leurs protestations finissent par être entendues, car leurs élus coupent maintenant avec régularité les crédits demandés dans ce but par les ministres de M. Eisenhower.

Il est certain, d'ailleurs, que, si riches que soient les Américains, ils ne peuvent pas se permettre de gaspiller leurs ressources sous prétexte d'élever brusquement le niveau de vie de centaines de millions d'Hindous, de Malais et d'Africains. Personne ne peut dire dans quelle mesure ce niveau a été élevé par les versements faits au titre du Point IV, mais ce que l'on peut affirmer, sans se tromper, c'est qu'ils ont servi à financer quantité de travaux d'un intérêt discutable, à engraisser des milliers de politiciens vénaux et à maintenir des gouvernements de tendance socialiste qui auraient sombré depuis longtemps s'ils n'avaient disposé d'une manne électorale en apparence inépuisable.

Dans un livre sur l'O. N. U. d'un extraordinaire intérêt : **BEHIND THE U.N. FRONT (The Bookmailer, N. Y.)**, Alice Widener ouvre un champ nouveau à nos études sur le socialisme et les Soviets, leurs rivalités et complicités. Elle dit : sans le commerce Est-Ouest, l'U.R.S.S. est incapable de conserver son emprise sur les pays satellites, sans lui, son hégémonie sur l'Asie ne peut être définitivement établie.

Alice Widener fait cette déclaration en réponse à un article publié dans le **Foreign Policy Association Bulletin** d'avril 1954 par Morris Rosenthal sous le titre : Les Etats-Unis doivent-ils encourager le commerce Est-Ouest ?

Morris Rosenthal n'est pas un personnage de second plan (il représente les Etats-Unis au Conseil de la Chambre internationale de Commerce) et ce qu'il écrit est aussitôt commenté par tous les agents du capitalisme anonyme et vagabond.

Que disait-il en ce mois d'avril 1954 où était lancée la puissante campagne dont nous voyons aujourd'hui les effets ?

« A cause de l'actuelle lutte pour le pouvoir, certains pensent que nous devons décourager tout commerce est-ouest et utiliser notre force politique et économique pour l'empêcher. Mais une saine compréhension de l'histoire des relations économiques entre les pays intéressés et de ce qu'il convient de faire pour travailler à la paix dans un monde troublé nous force à conclure que ce commerce est utile et doit être encouragé. »

En quoi ce commerce est-il utile, demandons-nous avec Alice Widener ?

« Il est vital pour les nations intéressées », répond sans embage Morris Rosenthal, qui ajoute :

« L'arrêt du commerce avec les pays dont nous détestons le système politique et économique, système qui nous est d'ailleurs hostile, conduit à l'isolationisme qui, militant contre les relations pacifiques et pour l'aggravation de la tension, peut, en fin de compte, provoquer l'éclatement d'un conflit armé. Le commerce n'est pas une solution complète de l'isolationisme et de l'hostilité, mais l'échange pacifique entre les peuples, en élevant leur niveau de vie, leur permet d'apprendre à mieux se connaître. »

Apprendre à mieux se connaître n'a jamais empêché une guerre. Morris Rosenthal n'a, d'ailleurs, aucun argument à apporter en faveur de sa thèse qui repose sur de simples pétitions de principes, tandis que l'opinion d'Alice Widener est corroborée par des faits connus et des aveux récents des dirigeants soviétiques eux-mêmes.

Lorsque ces derniers reconnaissent que leur pays est en retard sur ceux de l'Occident, ils n'apprennent rien à personne. Malgré un effort industriel considérable, il reste fort à faire pour que le niveau de vie de l'ouvrier russe soit, à beaucoup près, assi élevé que celui des Français et, à plus forte raison, des Américains. Les photographies publiées par **Match**, l'année dernière, nous ont même appris que, dans les grandes villes, les consommateurs faisaient la queue aux portes des magasins d'alimentation comme chez nous aux heures les plus sombres de la guerre. Quant au problème de la circulation à Léningrad et à Moscou, il doit être facile à régler: l'automobile reste un objet de luxe pour hauts fonctionnaires.

On conçoit l'intérêt qu'ont les dirigeants soviétiques à améliorer une situation économique dangereuse pour un régime qui cherche son équilibre depuis la disparition de Staline et ne se sent pas la force de recourir aux « purges » géantes en un moment où tout le monde, même le haut personnel gouvernemental, aspire à sortir de l'atmosphère étouffante des trente-cinq dernières années.

Ce qui est vrai en Russie sur le plan économique l'est encore bien plus dans les pays satellites où seule la force la plus impitoyable maintient la domination communiste russe.

Aussi, nous sommes bien loin de croire, comme Morris Rosenthal, que nous avons intérêt à envoyer des machines et des marchandises à un pays dont le régime n'est, sans doute, pas encore prêt de crouler, mais qui donne tout de même quelques signes de fatigue, faute d'avoir trouvé un Trotsky, un Lénine ou un Staline pour l'animer. Nous allons même plus loin : la plus élémentaire prudence consisterait à garder nos richesses pour nous et à voir si les difficultés du régime n'auraient pas tendance à s'accuser. En Chine, plus qu'en U.R.S.S., le refus d'aide économique risquerait peut-être d'être efficace ; il vaudrait, en tous cas, d'être tenté si nous tenons à sauver le monde libre ou prétendu tel.

⁂

La manœuvre de Morris Rosenthal et de ses amis a, d'ailleurs, un autre objectif qu'après Alice Widener, il nous faut mettre en lumière.

L'O.N.U. et l'un des plus importants de ses comités, l'E.C.O.S.O.C., sont d'immenses machines à socialiser le monde.

Il n'y a pas lieu de s'en étonner, leurs bureaux étant remplis de marxistes de toutes nuances, recrutés par les Alger Hiss et les Weintraub aux plus beaux jours du complaisant M. Truman. Mac Carthy a bien provoqué un commencement d'épuration, mais celle-ci n'a porté que sur le personnel d'origine américaine et bien que certains droits de regard aient été reconnus à la nation « hôtesse », les conjurés se tiennent trop bien et jouissent de trop de complicités dans l'administration américaine pour ne pas défendre avec efficacité leur bastion de Manhattan. Depuis l'étranglement de Mac Carthy personne ne s'avise plus de poser aux fonctionnaires supra-nationaux de questions indiscrètes.

Il y aurait, cependant, beaucoup à dire sur la prétention abusive qu'ont l'O.N.U., l'E.C.O.S.O.C. et plusieurs autres comités de régenter les économies nationales et de les placer petit à petit sous le contrôle d'un organisme international. Le plus grave est que, pour arriver à leur but, ils trouvent des complicités parmi les fonctionnaires des Etats nationaux.

C'est ainsi qu'au début de 1953, Roger Dixon, chef au Département d'Etat de la Technologie, de la Défense économique et de la Politique commerciale, a transmis à l'O.N.U. un rapport sur les violations de la loi anti-trust commises par un certain nombre de grandes sociétés américaines parmi lesquelles nous relevons les noms de la Standard Oil, de la Pan-American World Airways, l'United Fruit Company et de la Société Du Pont de Nemours.

Que certaines de ces entreprises abusent de leur force et que de nombreux pays au premier rang desquels on peut mettre la France, aient des sujets de plainte, nous n'hésitons pas à le proclamer. Mais que, pour des raisons discutables d'idéologie, un dossier constitué par les bureaux de la justice américaine soit transmis par un fonctionnaire américain à une organisation internationale dont l'activité a donné lieu à quantités de plaintes justifiées, voilà qui est proprement écœurant. A notre avis, une telle procédure rentre exactement dans la rubrique « dénonciation », si chère aux policiers de la Libération.

Suivant une pratique bien connue, le rapport a été envoyé sans les réponses des accusés.

Une fois à l'O.N.U., il a été pris en mains par le Dr Sigmund Timberg, né à Anvers, naturalisé américain en 1921, et qui a fait une carrière anti-trust au Ministère de la Justice, ce qui pourrait sembler tout naturel s'il n'avait eu, dès 1939, à s'expliquer devant la Commission sur les activités anti-américaines de la Chambre des représentants sur son rôle à la Ligue pour la paix et la démocratie, de tendance communiste.

Ce léger incident n'empêche pas, aujourd'hui, le Dr Sigmund Timberg d'être un des personnages que M. Hammarskjold, secrétaire général de l'O.N.U., consulte officiellement.

Ce que le Dr Sigmund Timberg peut dire ou ne pas dire à M. Hammarskjold n'a temporairement pas grande importance. Les sociétés mises en cause sont assez grandes pour se défendre toutes seules et nous ne parlons de cette affaire que parce qu'elle a été de celles qui ont suscité un rapport très symptomatique sur l'objectif que cherchent à atteindre les hauts fonctionnaires de l'O.N.U.

Dans ce document, numéroté E. 2.380 E. A.C. 37.3, il est déclaré que le Comité des pratiques restrictives des Affaires de l'O.N.U., est une autorité supérieure, jouissant du pouvoir de décision sans recours. Son comité exécutif est composé de représentants de pays dont les économies sont de « différents types ». Il a pour fonctions d'instruire des plaintes, de contrôler les renseignements qui lui sont fournis. Son personnel exerce ses fonctions en toute indépendance et « n'accepte, ni ne demande d'instructions d'aucun gouvernement ». Il ne dédaigne pas, cependant, de recevoir dans des conditions discutables des documents susceptibles de favoriser la socialisation des entreprises et il ne faut pas être grand clerc pour comprendre que le libéralisme apparent qui a présidé au choix de ses

fonctionnaires permet aux marxistes d'exercer une influence prépondérante.

Pendant la guerre, les personnages qui projetaient la fondation de l'O.N.U. posèrent un certain nombre de principes destinés à régir le commerce international. Ceux-ci furent rédigés « de façon à pouvoir s'appliquer également à toutes les nations, sans égard pour leurs différents types d'économie ».

En novembre 1945, les auteurs de ce projet obtinrent du Département d'Etat qu'il fût soumis « à l'examen de tous les peuples du monde ». Il servit de base à la discussion de la charte de l'organisation internationale du commerce par la conférence réunie à Londres, en octobre 1946 et par la conférence de La Havane sur l'Emploi et le Commerce (novembre 1947).

La seconde de ces réunions, à laquelle participèrent plus de cinquante nations, est celle qui paraît avoir obtenu les résultats les plus satisfaisants, au moins sur le plan théorique. Devant ce succès, le F∴ Président Truman et M. Acheson codifièrent les principes qu'elle avait retenus et en firent la matière d'un projet de loi qu'ils présentèrent au Congrès le 19 avril 1950. Dès le 12 mai, ce projet était repoussé par la commission des Affaires étrangères de la Chambre des représentants, peu soucieuse de se prêter à une entreprise internationale de socialisation.

On aurait pu croire la manœuvre enterrée. Il n'en était rien. Les « principes de La Havane », qu'on avait essayé sans succès de présenter à l'O.N.U. avec la caution d'une loi américaine, furent repris en septembre 1951, par l'E.C.O.S.O.C et servent de charte au Comité ad hoc des Pratiques restrictives des Affaires, mentionné plus haut.

L'un des fondateurs de ce comité est le Dr Isador Lubin, délégué américain à l'E.C.O.S.O.C. Ce personnage ne semble pas un anglo-saxon de race très pure, mais nous trouvons bien des gens d'un organisme douteux dans ce monde où évoluent les Morris Rosenthal, les Isador Lubin et ce Clark Eichelberger dont nous allons parler maintenant.

Ce qui unit secrètement tous ces personnages, c'est un mot d'ordre fixé, dès 1921, par Staline : « A moins qu'une aide réelle et prolongée soit accordée aux nations arriérées, il sera impossible d'amener les différents peuples à un système économique mondial unique qui est essentiel pour le triomphe final du socialisme ».

Ce mot nous montre que le commerce Est-Ouest et l'aide aux pays sous-développés sont les deux faces d'un système qui peut être institué avec ou sans l'U.R.S.S., mais que beaucoup de progressistes de toutes races préfèrent réaliser avec l'U.R.S.S. qui reste la patrie idéale en dépit des désillusions qu'elle a déjà causées.

Si nous doutions que l'objectif final des conjurés soit la création d'un gouvernement mondial, il faudrait relire le discours prononcé par Clark Eichelberger en faveur de la création d'une police de l'air dirigée par les Nations Unies :

« Je n'abandonne pas du tout le point de vue que les Nations Unies, sans changer leur charte, peuvent devenir les éléments d'un gouvernement mondial nécessaire pour sauver nos vies par une mise en commun (pooling) volontaire de la souveraineté.

Je ne suis pas du tout effrayé par la souveraineté mondiale, parce que je crois que le peuple américain acceptera toute mise en commun de la souveraineté que nous et d'autres nations jugeront nécessaire pour le maintien de la paix sous l'égide de l'O.N.U.. »

Ne disons pas que ce projet fantastique, mis en œuvre par la Franc-Maçonnerie dès 1737, ne se réalisera pas ; bien des éléments, encore fragiles aujourd'hui : l'E.C.O.S.O.C., l'U.N.E.S.C.O., l'E.U.R.A.T.O.M., le Fonds monétaire international, d'autres encore, sont les pierres d'un édifice qui peut un jour nous écraser si nous n'y prenons garde.

En France, l'O. N. U. paraît assez lointaine. Soyons aussi méfiants que les Américains, car l'espace et le temps risquent de travailler contre nous.

Georges OLLIVIER.

« UN CAS INTÉRESSANT »

A propos des mémoires de guerre de Charles de Gaulle

Il faut vraiment beaucoup de volonté pour poursuivre jusqu'au bout la lecture de ces deux gros volumes ! Non pas qu'il y manque une certaine tension dramatique dans le récit ni que les faits que l'on y conte et qui sont encore vivants dans la mémoire, tardent à s'enchaîner et à crépiter en s'allumant les uns aux autres. Non, mais il y a dans tout cela quelque chose d'accablant et de hideux. Ce n'est pas la folie, qui est une passion furieuse et souvent grandiose, c'est la manie à la mine blême et à l'œil vide. Dès les premières lignes, se fait sentir la présence maladive de la pensée obsessionnelle, incapable de se détendre une seule seconde, crispée sur elle-même avec une obstination triste.

« Toute ma vie, je me suis fait une certaine idée de la France » commence le récit. Je la voyais comme-ci, je l'imaginais comme ça, je ne pouvais pas croire que... « Bref, à mon sens, la France ne peut pas être la France sans la grandeur ». On ne saurait rêver cas plus beau où s'étale le « sur-moi » des psychanalystes. Il n'est pas attaché au pays dans lequel il est né, à la terre où les siens ont vécu. Il aime une idée qu'il s'est fait, une idée dont il est responsable, un mythe qu'il a projeté et dont il se fait juge du contenu et de sa conformité avec lui-même. Il l'aime s'il se conforme à sa propre définition, sinon il lui retire sa qualification mythique. Il l'aime parce qu'il l'a fait, parce qu'il y vit comme dans une image plus belle de lui-même. C'est d'ailleurs là la source certaine des plus grandes folies politiques, des pires fanatismes chauvins et des pires étroitesses d'esprit.

« Petit Lillois de Paris, rien ne me frappait davantage que les symboles de nos gloires : nuit descendant sur Notre-Dame, majesté du soir à Versailles, Arc de Triomphe dans le soleil, drapeaux conquis frissonnant à la voûte des Invalides ». C'est exactement consternant et, comme il arrive toujours en pareil cas, d'une vulgarité parfaite, d'une vulgarité à la fois d'esprit et d'émotion, née d'un truquage inconscient et d'une suffisance sans limites. Ou bien c'est une phrase creuse qui ne veut rien dire, ou bien c'est le souvenir d'un pauvre bon élève dont les

images du Malet et Isaac ont envahi toute la tête, ou bien c'est l'expression de la vérité : étant enfant, rien ne le frappait davantage. Relisez bien toutes les mots, pesez-les. C'est accablant ! Et en même temps tout est là. Tout d'une horrible tragédie qui fit beaucoup de mal et beaucoup de morts.

On a dit que ces mémoires étaient admirablement écrits, on a dit qu'ils étaient misérablement écrits. On peut s'étonner, lorsqu'on les lit soi-même, de telles discussions tant l'écriture est exactement ce qu'on pouvait attendre, admirablement adaptée au récit. C'est un style terne, perpétuellement tendu, sans un souffle de vie. Lorsqu'il veut s'élever aux fortes images, il tonne à froid comme ces musiques sans invention, ou devient facilement vulgaire avec des attendrissements mous : « Penché sur le gouffre où la patrie a roulé, je suis son fils qui l'appelle, lui tient la lumière, lui montre la voie du salut ». C'est du pastiche de Bossuet fait au mètre.

Mais c'est un style bien adapté à ce qu'il exprime. C'est un style sans la moindre sève, sans le moindre contact avec la vie, qui traduit une des pensées les plus sèches qu'il soit possible d'imaginer. Pas un sourire, pas un soupçon d'humour, pas un retour sur soi, pas un regret ni un mot qui échappe. C'est la fixité et la sécheresse des damnés.

Ce jeune bourgeois croit donc que la France lui appartient en quelque sorte un peu plus qu'aux autres. Ce jeune garçon qui n'a vraisemblablement aucun contact réel avec la vie, aucune expérience un peu vraie qui lui ait fait éprouver ce qui est l'essentiel, se défend par l'orgueil, par l'idée de quelque chose de grand qui soit un autre aspect de lui-même.

« Ma mère portait à la patrie une piété intransigeante à l'égal de sa piété religieuse ». On ne peut se défendre d'un sentiment d'effroi. Quelle confusion de valeur, quelle faiblesse de pensée, quelle incapacité de distinguer les plans, source de tous les errements possibles et signe d'une décadence bourgeoise à la fois du sentiment national qui a perdu tout réalisme et de la foi religieuse qui a perdu tout contenu métaphysique sérieux.

Lorsqu'on a fini de lire ces Mémoires de guerre et que l'on pose les volumes, ce qui reste au fond de la tête comme le plus étonnant, ce n'est aucun détail psychologique du personnage — qui n'en a pas, — c'est la force avec laquelle il croit, sans réserve, sans recul, sans jamais la moindre hésitation, au mythe qu'il s'est créé : La France, c'est moi ! Dès que les circonstances le lui ont permis, il a pu enfin prendre conscience de ce qu'il n'avait encore que vécu sourdement, au fond de sa tête, pour se consoler, il a pu enfin le voir en face : mais la France, c'est moi. Il faut reconnaître que cela lui donne une assurance, une force dans l'action, un acharnement dans la lutte qui le feront triompher de beaucoup d'obstacles.

Nous ne disons pas cela en outrant les faits pour faire de la polémique. C'est véritablement une stupéfaction constante pendant la lecture du livre de voir à quel point, profondément, il identifie la France à lui-même. Toute sa pensée s'explique par cette confusion, psychanalytique au départ, devenue, sous l'effet de l'exercice du pouvoir et du semblant de confirmation apportée par les faits, proprement objectivée et pathologique. On a parlé bien souvent de son incommensurable orgueil. Mais à le lire on comprend que ce n'est plus de l'orgueil, c'est un véritable dédoublement de la personnalité : lui et puis cet autre lui qui est la France. Cela explique que parfois il dise « je » et parfois, tout-à-coup, se mette à parler de lui à la troisième personne : « le général de Gaulle avait proclamé que... ». Il y a même le cas plus poussé où il confond si complètement qu'il en vient au point de parler du « je » à la troisième personne : « Dans la lutte pour la libération, c'était toujours, en définitive, le pauvre moi qui répondait de tout » (p. 224). C'est écrit tranquillement, au détour d'une phrase. Il y a de quoi être alerté. On trouve des situations plus noires, où la folie éclate de façon plus dramatique sous un masque bénin. Au printemps 1941, il est au Caire où la Légation de France est toujours tenue par le ministre de Vichy. Il se voit se promenant « passant devant la Légation de France, je voyais paraître aux fenêtres les visages tendus de ceux qui ne me rejoignaient pas, mais dont le regard, cependant, suivait le général de Gaulle » (p. 152). On croit entendre les musiques célestes qui accompagnent cette marche ! Il a vu les visages (on l'aurait cependant imaginé passant sans détourner les yeux), mais encore il les a vus tendus, (quand on connaît les lieux ! !), de désir sans doute et de regret de ne pas le rejoindre, et ils le regardaient, et lui se sentait regardé, lui, le Général de Gaulle, qui se redit son nom avec plaisir comme les enfants qui se découvrent eux-mêmes signent avec bonheur. Un peu plus il s'envolait, de bonheur, de vide léger. Il est en tout cas difficile d'attacher plus d'importance à sa propre personne.

Cette confusion de la France et de lui-même oriente toute sa pensée et toute sa personne. Dès l'origine cela se manifeste. Il existe encore un gouverñemnt rigoureusement incontestable à Bordeaux, l'armistice n'est pas signé, que déjà il traite avec le gouvernement anglais de puissance à puissance, avertissant ses agents du danger qu'il croit courir du fait du gouvernement de son propre pays, faisant part à Churchill de sa détermination de poursuivre la lutte.

Mais en fait par la suite, ce n'est plus de poursuivre la lutte qui donne le salut, c'est bel et bien de lui prêter serment d'allégeance, à lui, de Gaulle. A cet égard l'épisode de l'Amiral Muselier est intéressant. Un beau jour l'amiral Muselier, las des intrigues et de la politique du Comité National de Londres (on s'explique d'ailleurs très mal là-dessus) écrit au général qu'il continue la lutte mais qu'il ne fait plus partie de son comité. Le général se sent outragé, menacé, ne comprend pas que l'amiral agisse comme si la Flotte lui appartenait alors que bien évidemment elle est à la France, c'est-à-dire à lui. Il le destitue de tout commandement, le met, grâce aux autorités anglaises, aux arrêts à la campagne et s'explique sur le cas de ce pauvre officier qui a voulu faire la guerre sans la France et qui n'entend rien à la politique. Cela peut se comprendre. Mais lorsque le général explique le fin mot de sa politique comme il le fait souvent, celle-ci se résume ainsi : faire la guerre, remettre les forces françaises dans la lutte, etc... Ce n'est donc pas sur le but qu'était l'opposition, c'est sur cette politique qui réside finalement en ceci : faire reconnaître la France, c'est reconnaître de Gaulle. Et, tout au début de la guerre, il n'a pas le moindre doute là-dessus et n'hésite pas à faire faire pression sur un amiral français par les autorités anglaises. L'amiral Muselier lui écrit alors une lettre pour lui dire qu'il n'a plus aucun rapport avec ce Comité Central de Londres, mais curieusement cette lettre est le seul texte concernant cette affaire qui ne figure pas à l'annexe des documents.

Jamais le doute ne l'assaille, non pas dans sa volonté de continuer la lutte, mais dans sa conviction de dire le droit et la vérité. Il est frappant qu'il n'ait jamais essayé ni même envisagé de commander une unité ou une opération. Son idée est ailleurs. Il n'a pas la moindre spontanéité, il est obnubilé par son rôle. Il se voit sans cesse. Comme tous les malades, il est obsédé par lui-même, il se voit être vu par les autres, il se voit souffrant, abandonné, puis encouragé, puis entouré. La guerre c'est son histoire. Il voit tout en termes de rapports personnels et de rôles à jouer. La petite comédie qu'il joue avec Churchill, qui est certainement un animal humain d'une autre taille, est pitoyable, Tout ce qu'il trouve ensuite à dire de lui : ce fut le grand artiste d'une grande Histoire.

Comme il a posé une fois pour toutes que la France et lui ne font qu'un, quand il pense à lui il pense à la France, quand il défend son rôle, c'est la France qu'il défend. C'est irréfutable, il n'y a plus rien à dire. Le système est si parfait qu'on s'y laisserait prendre, on ne voit plus rien sauf lorsqu'une faille, un mot qui échappe laisse voir toute l'énormité du procédé. Lorsque le général Catroux le rejoint, il écrit : « tous les assistants connurent que de Gaulle était, désormais, sorti de l'échelle des grades et investi d'un devoir qui ne se hiérarchisait pas... Quand, ayant fixé avec lui sa mission, je me séparai du général Catroux, près de l'avion qui le ramenait au Caire, je sentis qu'il repartait grandi » (p. 114). Là, pour une fois, c'est franchement burlesque, « Je sentis qu'il repartait grandi » parce qu'il l'avait reconnu pour chef ! et c'est lui qui le dit,

qui le souligne, qui répète qu'il est au dessus des autres. C'est absolument prodigieux. Notez que général s'écrit sans majuscule dans général Catroux, mais avec une majuscule dans Général de Gaulle. Il faut avouer que c'est difficile à croire sans le voir de ses yeux.

Cette même outrecuidance se retrouve dans de nombreuses occasions. Lorsque le général Dentz applique les consignes qu'il a reçues de ses chefs, on écrit sur un petit ton très méprisant que c'était un « officier général très conformiste » (p. 151). Il faut admettre que l'application de la notion de conformisme à l'exécution des ordres par un soldat est d'un assez haut comique involontaire. Il fallait vraiment que ce pauvre Dentz fut un petit esprit. pour ne pas avoir reconnu les valeurs nouvelles qu'incarnait de Gaulle. Une autre histoire assez belle. Qui est responsable de la supplantation des français par les anglais en Syrie)? Non pas le général de Gaulle, qui a monté l'attaque menée par des anglais contre des soldats français, mais Vichy qui a capitulé entre les mains des Anglais (p. 164). On jure que l'on n'invente rien.

Cette confusion prend parfois des formes plus attristantes. Les Anglais ont donc « libéré » la Syrie et le Liban et de Gaulle a aussitôt dû promettre à ces deux pays l'indépendance. Cela était peut-être nécessaire et inéluctable, ce n'est pas ce que nous voulons discuter. Mais de toutes façons il n'y avait rien dans toute cette affaire de très glorieux. Or, le général de Gaulle se rend sur place. On l'acclame, c'est une victoire de la France. Là c'est plus triste, nettement plus triste. Des français viennent de se battre entre eux, on a renoncé à tout : « Je fis mon entrée à Damas, vibrante d'enthousiasme... les visites qu'on me fit... l'hommage des tribus m'attendait... Alep m'entoura de ses démonstrations » (Tome II, p. 18). Du moment qu'on l'acclame, plus rien ne compte, il reprend confiance dans les hommes.

Il y a également l'autre aspect des choses, franchement sinistre : la haine et sa pire espèce, la haine froide et stupide. Lorsque l'on cherche à réveiller un maniaque de sa manie, il devient souvent cruel, luttant à mort pour conserver l'illusion qui le fait vivre. Les évènements d'Alger furent la première occasion où de Gaulle put vraiment croire que le mythe allait s'effondrer. Les Américains avaient reconnu Darlan d'abord, puis après l'assassinat de celui-ci, cherchèrent à faire l'union en réunissant Giraud, de Gaulle et Georges : Alger, Londres et la Métropole.

C'était peut-être l'union, mais ce n'était pas la France, ce n'était pas Lui. Il faut voir la passion qu'il déploie en pleine guerre à faire échouer tout ce qui n'est pas sa seule autorité. Rien n'importe plus que ce problème. Bien sûr, c'est la France qui est en jeu. Tout ce qui n'est pas lui n'est pas la France.

La haine apparaît. Ce n'est plus le style de la grandeur. Certains speakers des émissions radiophoniques de la France Libre se sont ralliés à Darlan : « C'était avec colère que nous entendions les speakers de la radio américaine, retransmise par la B.B.C., nasiller la devise des émissions de la France Libre « Honneur et Patrie » pour annoncer les propos, faits et gestes de l'amiral Darlan » (Tome II, page 50). Dès qu'il sent qu'un autre le menace, c'est la petite bagarre où tous les coups sont bons. Nasiller Honneur et Patrie, tout-à-coup la voix même devient odieuse. Nous nous souvenons l'avoir entendu nasiller pendant toute la guerre !

Dès que l'on sera rassuré, que les adversaires seront éliminés, on reprendra le ton noble, la mine digne et lointaine de fidèle serviteur de son pays. Mais quel regret peut compter s'il s'agit de l'ordre dans l'Etat ? » (Tome II, p. 162). Quelle horrible phrase et décidément quel horrible individu. Pas un mort sur la mort de Pucheu, pas une tentative d'explication, même pas un problème. Cela en effet ne le menaçait pas vraiment. Et puis quel regret peut compter !

Lorsque l'affaire est terminée, que les Alliés ont cédé, que l'union entre français des différents horizons est définitivement écartée au profit de son pouvoir obtus, Eden lui dit un jour, faisant contre mauvaise fortune bon cœur : « Savez-vous que vous nous avez causé plus de difficultés que tous nos alliés d'Europe ? » et le général de Gaulle lui répond tout naturellement en souriant « je n'en doute pas. La France est une grande puissance » (Tome II, p. 102). Jamais, sans doute on n'a ramené son pays à soi avec une telle inconscience.

On pouvait évidemment craindre le pire d'un pareil délire organisé. Comme tous les délires, celui-ci fatigue le sujet. La pensée en est triste, tendue. Il faut un effort pour le continuer et un effort pour le préserver. Tous les contacts avec la vie véritable lui sont donc dangereux. Il faut donc cette attitude glacée, rigide, défensive de fétiche de soi-même infiniment fragile.

La fin est terrible d'inconscience, de sottise, d'inhumanité. Tout ce qu'il a compris c'est « Philippe Pétain se tourne vers Charles de Gaulle », il est rigoureusement incapable de sortir de sa personne. « Le Maréchal évoque la guerre civile. S'il entend par là le heurt violent de deux fractions du peuple français, l'hypothèse est tout-à-fait exclue. Car chez ceux qui furent ses partisans, personne nulle part ne se dresse contre mon pouvoir » (Tome II, p. 320). Voilà au moins une pensée élevée, qui voit loin, qui a bien compris son époque. C'est maintenant d'une tristesse infinie.

On comprend mieux la suite jusqu'aux assassinats juridiques. On pensait à lui, on s'adressait à lui comme à une personne normale, et il ne l'est pas. C'est un malheureux enfermé dans

des constructions artificielles, dans des mythes « idéels » de lui-même, dans un « sur-moi » jamais éliminé et qu'aucune réalité humaine ne peut atteindre. Jamais un mot de sympathie pour les autres français qui ont compris autrement leur devoir. Jamais au cours de ces deux gros volumes n'apparaît la moindre évocation physique de la France, jamais la moindre émotion véritable au souvenir des années où il y vivait, des paysages qu'il pourrait ne plus revoir. Rien, des phrases..., des phrases..., des phrases. Des images fausses, du théâtre, du plaqué, de la réthorique à vous lever le cœur, à vous rendre anarchiste jusqu'à la fin de vos jours si le nationalisme ne pouvait être que cette hideuse passion de tête, froide et solitaire.

On sort d'une telle lecture accablé et mal à l'aise, mais satisfait en même temps de connaître une fois pour toutes le personnage, pauvre homme qui mérite toute de même la pitié si l'on songe à quel point il a dû rater sa jeunesse.

Bernard VORGE.

CHRONIQUE DU MOIS

On ne trouvera pas dans cette chronique de commentaire de l'affaire de Suez qui est sans doute l'événement le plus important de ces deux derniers mois puisqu'elle a déjà fait l'objet de l'éditorial de ce numéro. L'actualité a pourtant, en dehors de ce fait majeur, été marquée par quelques événements de nature et d'importance très diverses sur lesquels il nous a paru intéressant de donner notre opinion.

⁂

Le Temps (de Paris) n'a pas été la fin du Monde

On a prêté à Sacha Guitry ce mot d'esprit prophétique : « *Le Temps* ne sera pas la fin du *Monde* ». Nous ne savons pas si nous verrons la fin du *Monde* mais, à la mi juillet, nous avons vu la fin du *Temps*. Les raisons de cette disparition, qui a été beaucoup plus rapide qu'on ne le pensait, sont diverses.

Elle s'explique d'abord par la qualité médiocre d'un journal où l'on ne sut pas, en définitive, mettre au point la formule nouvelle que l'on prétendait réussir et imposer.

Le Temps n'aura pas été le grand quotidien à la fois d'opinion et d'information sérieuse et objective, offrant à ses lecteurs sous une forme attrayante et variée un panorama et un commentaire des divers aspects de l'actualité, c'est-à-dire le journal comme on n'en avait jamais vu qu'annonçaient imprudemment les affiches.

Elle s'explique ensuite par des raisons d'ordre commercial et l'on s'étonne que des hommes d'affaires aussi avisés que ceux qui lancèrent *Le Temps* ne les aient pas prévues. La première raison, qui nous paraît décisive, tient à l'extrême difficulté, pour ne pas dire l'impossibilité, de gérer de façon rentable un nouveau quotidien du soir étant donné l'exiguité actuelle du marché de la presse vespérale en France, marché presqu'exclusivement parisien et pratiquement contrôlé par le groupe *Franpar*.

La seconde, qui n'est qu'une conséquence de la première, réside dans la lutte sournoise et implacable engagée, dès sa parution, contre le nouveau journal par le groupe *Franpar* sur le terrain de la diffusion et de la publicité. Il était facile de prévoir que *Le Temps* en sortirait vaincu, étant donné les liens existant entre ce groupe et les N.M.P.P. qui ont pratiquement monopolisé la diffusion de la presse française d'une part et la plus importante affaire de publicité journalistique la Société *Régie-Presse* d'autre part.

En ce qui concerne la diffusion on raconte à Paris d'étranges histoires qui prouvent le sabotage délibérément organisé par les concurrents du nouveau quotidien. C'est ainsi qu'un très grand nombre de dépositaires auraient été « arrosés » de façon parfois très généreuse pour ne pas afficher *Le Temps*; tels sont les procédés de la presse juive lorsqu'elle se sent menacée dans ses positions privilégiées.

Dans le domaine de la publicité l'offensive fut aussi nette. Au bout de quatre numéros *Le Temps* était à peu près vierge de tout placard publicitaire et son lignage ne dépassait fort vraisemblablement pas celui de *Combat* dont la vente quotidienne ne doit guère dépasser 40.000 exemplaires. Or à sa plus difficile période la vente du *Temps* ne descendit pas audessous de 130.000.

Le succès commercial manifestement recherché par ses fondateurs ne pouvait donc, dans ces conditions, être logiquement atteint que par la création d'organismes de diffusion et de publicité, surtout de publicité, dont ils auraient eu le contrôle. Cela supposait évidemment un effort financier que les bailleurs de fonds du nouveau journal ne pouvaient ou ne voulaient consentir. Peut-être aussi certains d'entre eux tenaient-ils à ne pas attaquer aussi ouvertement les intérêts de leurs puissants adversaires...

Mais l'échec du *Temps* s'explique également par des raisons politiques et ce sont naturellement celles qui nous intéressent le plus.

Il apparaît avec évidence, vu l'importance des moyens financiers mis en œuvre que *Le Temps* devait être, dans l'esprit de ses créateurs, une affaire commerciale et cela explique la formule, ratée, qu'ils avaient choisie, mauvais compromis entre un journal populaire et un journal bourgeois qui nous valut un sous *France-soir* et un sous *Monde*.

En revanche les buts politiques de cette affaire, qui sont certains (la présence de représentants du grand patronat français au conseil d'administration en est la preuve) apparaissent beaucoup moins clairement. Le souci de la réussite commerciale dicta au début aux animateurs du journal une neutralité prudente destinée à n'effaroucher aucun public ; tout au plus pouvait-on discerner avec un peu d'attention une nuance centre-droit dans la couleur de certains articles. Puis le succès se faisant attendre, on vit *Le Temps* essayer avec d'infinies précautions (on publiait un article du monarchiste Gustave Thibon, mais on signait un contrat avec les Gosset (du groupe Bleustein), on demandait à Jean Paulhan un article féroce sur les « résistants » amis des Fellagha, mais on confiait la page littéraire au super-gaulliste Albert Olivier) et en s'assurant la collaboration, d'ailleurs clandestine, d'écrivains et de journalistes de l'opposition nationale, d'attirer à lui la clientèle nationale. C'est une opération qui aurait pu réussir à condition d'être menée avec franchise et loyauté. Mais ce ne fut par le cas et ce ne pouvait être le cas. On raconte, entre autres, que lorsque Pierre Dominique fut invité à apporter sa collaboration on lui fit comprendre que le prix en serait l'abandon de celle qu'il donnait à notre confrère *Rivarol*. Le brillant polémiste ayant naturellement refusé on convint qu'il rédigerait par intermittence, l'éditorial, selon l'usage, non signé et que sa signature n'apparaîtrait jamais dans le journal (signalons qu'il est l'auteur de la double page sur la bataille de Verdun où pour la première fois depuis douze ans il fut rendu hommage, dans la presse française quotidienne, au maréchal Pétain). Or les lecteurs nationaux, comme les autres d'ailleurs ont horreur de l'anonymat et ils n'auraient pu être durablement attirés par *Le Temps de Paris* que s'ils y avaient régulièrement retrouvé les noms des écrivains et des journalistes qu'ils connaissent. Mais, et c'est peut-être là que l'on peut deviner les buts politiques de l'affaire en discernant nettement ceux qu'ils ne poursuivaient pas, les promoteurs *du Temps* n'ont jamais voulu en faire le grand quotidien national rompant avec le conformisme étouffant de la « Bonne Presse » du régime et ébauchant, au fil de l'actualité une critique si modérée soit-elle de ce dernier. Il semble à peu près certain qu'ils n'aient jamais poursuivi d'autres desseins que ceux poursuivis par M. Boussac en s'assurant le contrôle de *L'Aurore*, c'est-à-dire s'assurer des positions à l'intérieur du régime ; non pas combattre ce dernier qui fait si bien leurs affaires (N'êtes-vous pas bien de cet avis M. le représentant de l'Esso S.A.F. au conseil d'administration du *Temps* ?) mais seulement s'assurer contre d'éventuelles atteintes a de considérables intérêts. N'était-il pas trop tard d'ailleurs pour attirer les lecteurs de droite

et de l'opposition nationale puisque cette opération venait d'être assez habilement réussie par *Paris-Presse* (du groupe *Franpar*) ? Louis Pauwels, Jacques Perret, Jacques Laurent, Félicien Marceau, Antoine Blondin et Michel Déon y auront été les instruments, conscients ? inconscients ? d'une manœuvre destinée à déborder sur la droite de l'opinion le nouveau quotidien, manœuvre réussie à laquelle paradoxalement (mais le paradoxe n'est qu'apparent car *Paris-Presse* est loin d'être une une affaire) *Paris-Presse* ne survivra peut-être pas (mais *France-soir* en profitera, on peut faire confiance à l'habileté de M. Lazareff) et qui condamne, peut-être pour longtemps et c'est pour cela que nous sommes tentés d'être très sévères pour l'équipe de « La Parisienne » dont la frivolité intellectuelle commence à lasser, toute tentative de créer un journal en dehors du syndicat de la Presse « issue ».

Poujade et les grands chemins

Comme il l'avait annoncé peu de temps avant le congrès de St-Céré Poujade et son mouvement ont retrouvé la Province et ses grands chemins.

Nous ne doutons pas que ce retour à ses origines ainsi que l'importante campagne de réunions publiques menée à travers toute la France par l'U.D.C.A. lui soient, en fin de compte plus profitables que les parades, si brillantes soient-elles, dont MM. Le Pen et Demarquet ont été les vedettes au Parlement.

Il n'est tout de même pas inutile d'observer que même sur le terrain électoral où jouent contre lui toutes les forces du régime, et en dépit de ce qu'avaient prédit les augures, le mouvement Poujade conserve en Province les positions qu'il avait conquises le 2 janvier ainsi qu'en a témoigné en juillet l'élection partielle de l'Yonne.

Cela ne nous surprend pas, car le poujadisme qui fut à ses origines un mouvement de défense d'intérêts essentiellement professionnels, n'a cessé depuis de consolider ses positions sur ce terrain. C'est la raison pour laquelle les déceptions entraînées dans d'autres milieux par des balbutiements politiques un peu longuets n'ont pas encore entamé la confiance et la fidélité du petit commerce, de l'artisanat et des paysans qui sont de plus en plus sensibles à la propagande poujadiste.

Tout laisse prévoir, en particulier, que les élections aux chambres de métiers, que l'U.D.C.A. prépare activement, seront

pour elle un succès plus considérable encore que celui remporté lors des élections consulaires.

Si l'on se rappelle qu'elle s'était déjà, contre toute attente et au grand déplaisir des promoteurs des listes dites d'entente patronale, assez solidement installée en novembre dernier, dans les conseils d'administration des caisses de sécurité sociale et d'allocations familiales et qu'elle ne tardera sans doute pas à faire son entrée dans les conseils d'administration des caisses d'assurance-vieillesse du commerce et de l'artisanat, on doit convenir qu'elle aura ainsi singulièrement renforcé ses possibilités d'action au sein des institutions professionnelles et sociales du régime. Cela certes n'est pas négligeable et constitue autant de promesses de durée pour un mouvement auquel on s'était empressé bien légèrement ici et là de prédire une existence aussi brève que celle du R.P.F. Le Mouvement de St-Céré aura largement tiré profit de l'exemple du Parti communiste dont la force réside plus encore peut-être que dans ses organisations purement politiques, dans la puissance toujours appréciable de son organisation syndicale, et dans une multitude d'organisations culturelles de caractère plus ou moins para-politique et dans sa large pénétration des divers organismes de sécurité sociale. C'est ainsi que le parti communiste *rend service* à une multitude de salariés qu'il rend de cette manière imperméables aux arguments même les plus intelligents des propagandes adverses, et c'est bien ce que le mouvement Poujade semble avoir compris en intensifiant sur le plan professionnel une action qui, aux dires d'observateurs bien placés, lui a permis de réduire à presque rien le caractère représentatif des P.M.E. de Gingembre.

Pourtant sur le plan qui seul nous intéresse, celui du combat contre le régime qui humilie la Patrie et détruira finalement la Nation nous devons bien constater avec déception que le bilan du poujadisme est très maigre. Le poujadisme est un mouvement dont l'organisation semble à la fois souple et solide, qui progresse grâce à son sens remarquable des moyens avec lesquels, de nos jours, on emporte l'adhésion d'hommes fatigués par le jeu stérile des propagandes et par lesquels on pénètre dans leur vie quotidienne, mais il lui manque une volonté réellement politique, mise au service d'objectifs clairement fixés. Si cette volonté tardait à naître chez lui, s'il devait gaspiller finalement le plus clair de ses forces à l'interminable aménagement d'une infra-structure qui ne servira de plate-forme à aucune action d'envergure, une grande occasion de plus serait perdue.

" L'opération chloroforme "

Dans notre dernière chronique nous avons dénoncé, dans des termes qui ont peut-être surpris certains de nos lecteurs, ce que nous appelions « L'opération Lacoste ». Les informations que nous avons reçues d'Algérie ces dernières semaines nous confirment que nous avions vu juste et que les résultats de cette opération sont peut-être encore plus nocifs en Algérie que dans la Métropole.

Neutralisation très rapide des tendances, encore très confuses, à l'opposition au régime qui s'étaient fait jour après les manifestations du 6 Février parmi une population européenne peu éduquée politiquement, noyautage des milieux nationalistes européens grâce à la complicité d'hommes que la presse de gauche métropolitaine dénonce comme réactionnaires colonialistes et que l'opinion « nationale » considère encore comme d'incontestables patriotes, mais qui se sont en fait ralliés par intérêt ou par aveuglement à la politique gouvernementale, tels sont les résultats de « l'opération Lacoste » en Algérie.

On nous assure même de divers côtés que l'expulsion brutale et qui a soulevé l'indignation des milieux nationaux métropolitains, de MM. Boyer-Banse et Bousquet était en réalité destinée à revaloriser des hommes que leur attitude plastronnante en façade, mais au fond indécise ou douteuse après le 6 Février commençait à discréditer. Nous accueillons naturellement cette assertion avec la réserve d'usage, mais nous noterons que M. Boyer-Banse qui aurait été exclu de l'U.F.N.A. (Union française nord-africaine) peu avant la dissolution de ce mouvement par le ministre résident, est actuellement en liaison avec le très franc-maçon Dr Causse dont on n'a pas oubliés les pantalonnades au Maroc et l'avocat gaulliste Biaggi dont l'attitude à Alger, le 6 février, a frisé la provocation et qui avec eux il approuve la politique algérienne du gouvernement. Nous noterons aussi que M. Bousquet, gaulliste sectaire fut un des organisateurs de la manifestation qui précéda le départ de Soustelle et que son action, à aucun moment, n'a pu être considérée comme dirigée contre le régime dont l'ancien gouverneur général fut un des fondateurs.

Si l'on ajoute que la Presse algérienne qui est souvent, comme c'est le cas pour *l'Echo d'Alger*, l'émanation du grand colonat s'est ralliée dans sa quasi totalité à la politique du ministre-résident, on conviendra que le régime peut se féliciter du choix judicieux qu'il a fait dans la personne de ce dernier et que l'autre nom de « l'Opération Lacoste » pourrait bien être « l'Opération chloroforme ».

L'Algérie qui est à la charnière des contradictions du régime puisqu'il ne pourrait la sauver qu'en renonçant à lui-même, aurait pu pour cette raison même, être le facteur décisif de sa chute.. Mais cela supposait qu'une opposition nationale puissante, déjouant les pièges du régime, se constitue en France et en Algérie et sache, servie par des circonstances exceptionnelles qui ne se retrouveront peut-être plus, faire éclater aux yeux de tous ces contradictions. On sait maintenant qu'il ne faut plus nourrir trop d'illusions à ce sujet.

Le régime ayant ainsi grâce à « l'énergique » M. Lacoste (dont il serait certainement intéressant pour l'Histoire, d'élucider le rôle dans les négociations qui aboutirent en 1954 à la capitulation de Genève et qui s'est laissé aller à de très édifiants libres propos dans *l'Express*) « intoxiqué », l'opposition nationale et jouant à coups de milliards la comédie de la « pacification » c'est-à-dire celle de la mort à la petite semaine peut en toute tranquillité préparer pour l'Algérie une solution « Tunisienne » sinon dans ses modalités, du moins dans ses conséquences.

Le Cabinet Mollet-Lacoste qui fait du mendésisme sans Mendès reste en effet fidèle à la politique de l'interlocuteur valable. C'est une politique discutable mais défendable, disons-le franchement, à condition que l'interlocuteur soit valable. Est-ce le cas pour Ferhat Abbas avec lequel « l'énergique » M. Lacoste laisse multiplier les contacts ? On en peut douter.

On aimerait à ce propos savoir quelles propositions de l'ancien chef de l'U. D. M. A. le ministre des affaires étrangères d'Espagne, pays dont le rôle dans la rebellion algérienne se trouve ainsi éclairé d'un jour nouveau, est venu transmettre au gouvernement français). Il met, d'autre part, et parrallèlement au point avec la collaboration des nouveaux fonctionnaires de l'ancien Gouvernement général, un projet de statut algérien d'inspiration « fédéraliste » formule à laquelle, pour des raisons assez obscures, notre grand maréchal du Palais de la foire républicaine, vient, avec la légèreté qui le caractérise, de donner son adhésion, faisant confiance a-t-il précisé aux juristes et aux sociologues dont nous ne manquons pas en France et qui sont « assez avisés pour faire aboutir dan ce sens un statut qui soit à la fois pratique et équitable ». Nous n'avons pas ici d'objections de principe à faire à un statut fédéraliste de l'Algérie, encore qu'un tel

projet suppose un bouleversement complet des structures constitutionnelles françaises. Nous pensons même que la solution fédéraliste est infiniment plus réaliste que l'absurde politique dite « d'intégration » qui n'est d'ailleurs plus guère défendue que par Jacques Soustelle. Mais nous ferons respectueusement remarquer à M. le Maréchal (de l'Académie française) qui fait de si belles conférences à Vichy, qu'il oublie un peu vite qu'il dénonçait naguère l'absence d'Etat et qu'un aménagement fédéral de l'Union française exige l'existence d'un exécutif fort.

Dans les perspectives politiques du régime actuel, une solution fédéraliste du problème algérien ne peut signifier que l'éviction à terme de la présence française car elle ne peut conduire, au-delà d'une étape d'autonomie interne, qu'à l'indépendance pure et simple de l'Algérie.

Le « Plan de réformes algériennes » attribué aux Services de M. Lacoste par un tract qui circule depuis quelques semaines en Algérie et que nous reproduisons ci-dessous en dégageant notre responsabilité quant à l'authenticité de son origine, nous semble illustrer de façon saisissante, par l'incohérence dont il témoigne de la part des « juristes et sociologues avisés » qui en sont peut-être les auteurs, le pessimisme de notre conclusion.

TRANSFORMATION ADMINISTRATIVE ET POLITIQUE
de l'Algérie du Nord

1er temps : *Elections parcellaires au Collège Unique à l'échelon municipal et communal dans les régions à peuplement musulman.*

2e temps : *Division de l'Algérie en* ONZE DEPARTEMENTS.

trois départements mixtes à double collège : Alger, Oran, Bone
(800.000 Européens et 1.600.000 Musulmans)

Huit départements TUNISIFIES à Collège unique : Saida ou Tlemcen, Orléansville, Tizi-Ouzou, Bougie, Batna Constantine
(120.000 Européens et 5.300.000 Musulmans)

Election d'une Assemblée Départementale par Département élisant un GOUVERNEUR départemental assisté d'un Conseil choisi par lui.

Gouverneur alternativement Européen et Musulman dans les 3 départements mixtes

Gouverneur toujours MUSULMAN dans les 8 départements « tunisifiés »

Un haut-commissaire de la R.F. sera adjoint à chaque Gouverneur.

Chacun de ces départements jouira d'une semi-autonomie (type Etats des U.S.A.).

ELECTION au second degré d'une ASSEMBLEE ALGERIENNE économique et financière par les Assemblées Départementales.

COMPOSITION

Moitié Européens — *Moitié Musulmans*

Toutefois, il est envisagé d'inclure dans les délégués Européens des représentants des intérêts économiques Algériens et METROPOLITAINS (sic).

Elections à l'ASSEMBLEE NATIONALE métropolitaine d'environ 60 Députés :

1/3 Elus Européens (délégués des départements mixtes)

2/3 d'Elus Musulmans (délégués de tous les départements)

L'EXECUTIF sera assumé par un Ministre Résidant *à A[illegible] et Paris, membre du Gouvernement Français.*
« IL DEVRA ETRE OBLIGATOIREMENT MUSULMAN (Il SERA EVIDEMMENT CHOISI PARMI LES ELUS MUSULMANS DU PARTI AU POUVOIR).

Il disposera de tous les pouvoirs en Algérie : maintien de l'ordre et de la sécurité, préparation et exécution de la Pol. Adm. Eco. et Fin.
Il sera assisté par un secrétaire général européen.

N. B. — En raison de l'autonomie — appelée décentralisation — dont jouiront les départements, seuls les moyens de communication, l'électricité, l'Université et la perception des impôts dépendront de l'administration centrale. Les As. Dép. seront compétentes en matière de droit privé, d'organisation administrative et de politique intérieure « départementale ».

Les notes du mois de l'huissier sans chaîne

Le gouvernement n'a pas compris le sens des « barrages » paysans. On commence à parler sérieusement de grève générale et il n'est pas impossible que la France connaisse, plus tôt qu'on ne le croit généralement, de nouvelles jacqueries. Dans la petite et moyenne agriculture, le prix de la main-d'œuvre familiale n'entre plus dans les prix à la production alors que le paysan paie 50 % plus cher qu'à l'étranger, produits chimiques, engrais et machines.

L'agriculture française est de plus en plus mise en tutelle par les ententes industrielles.

On a vite oublié que les paysans ont voté « mécontent » en janvier en apportant leurs voix au poujadisme et en renforçant sensiblement les suffrages communistes.

Rappelons, sans nous lasser, que la paysannerie française c'est 7.300.000 travailleurs sur un total de 20.250.000 c'est-à-dire le tiers de la population active (et ce tiers a fourni, soulignons-le en passant 60 % des rappelés). Pourtant il n'y a pas un seul paysan dans le cabinet Guy Mollet. En revanche on y voit comme secrétaire d'Etat M. Filippi de la banque Louis-Louis Dreyfus dont on connaît les responsabilités dans la crise agricole française entre les deux guerres.

⁂

Les contribuables français vont financer le super-paquebot « France » de la compagnie générale Transatlantique, subventionnée par le budget ce qui est déjà un scandale. Quelle part toucheront-ils dans les dividendes de ladite compagnie ? La C.G.T. a des filiales puissantes et nombreuses (jusqu'à une chaine d'hôtels en Afrique du Nord). Il est scandaleux que l'argent des contribuables fasse les affaires de compagnies privées dont les actions sont cotées en bourse au-dessus du pair et dont les filiales réalisent de confortables bénéfices. Le « prestige français » a bon dos.

⁂

On a beaucoup remarqué, les uns avec amusement, les autres avec écœurement, que la sortie du livre de Pierre Fontaine « *Bataille pour le pétrole français* » était « accompagnée » d'énormes placards de publicité distribués aux journaux par une firme pétrolière étrangère assez vivement mise en cause dans le livre. Gageons que la grande presse qui a bénéficiée de ces largesses publicitaires ne parlera pas de cet ouvrage à ses lecteurs.

⁂

In extremis, le ministère Edgar Faure a vendu par contrat, en date du 26 décembre 1955, 900.000 hl d'alcool aux Etats-Unis. Prix de vente : 12 frs le litre brut. Prix de revient approximatif : 80 frs le litre. L'affaire parut mystérieuse. De très rares organes osèrent évoquer cette onéreuse transaction. Le Cabinet Mollet dut quand même répondre à une question posée à ce sujet par un parlementaire curieux, M. de Leotard. La réponse est admirable par son habileté à éluder les précisions. Bref, lorsqu'on l'a lue on n'est pas plus avancé qu'avant. « Il serait anormal et inadmissible, note le ministre, de formuler des hypothèses sur les intentions supposées, de mon prédecesseur ». On ne peut être plus délicat et manifester à la fois de façon plus éclatante la force des solidarités politiciennes.

Notons qu'avec cet alcool on aurait pu fabriquer du caoutchouc synthétique ou du carburant ternaire et qu'au surplus un organisme français avait offert de s'en porter acquéreur à 65 frs le litre.

⁂

Nous demandons à nouveau pourquoi le rapport de la commission d'enquête parlementaire sur le trafic des piastres n'est toujours pas publié. A-t-on des craintes pour l'anti-colonialisme officiel de la S.F.I.O. ? Dans son livre « *La Banque de l'Indochine et la piastre* », Arthur Laurent note (p. 204) : « Les troupes françaises durent dégager les plantations de caoutchouc de M. Moutet, en Cochinchine, au mépris de toute règle stratégique, de toute prudence et au prix de lourdes pertes ». Rappelons que c'est M. Marius Moutet qui fixa en 1947 le prix initial du rachat par l'Etat des actions de la Banque de l'Indochine... que l'on dénationalisa par la suite...

⁂

« Les guerres intestines étaient une grande plaie. Sur les hauts plateaux la Tribu était la Patrie. Les guerres étaient fréquentes... En 1830, la France vient changer tout cela. Paris va réaliser l'œuvre que Constantinople avait négligée et, il faut le dire, il a pleinement réussi. L'Algérie est aujourd'hui administrée et possède son unité territoriale. »

Quel est l'auteur de ces fortes phrases ? M. Ferhat Abbas (adresse provisoire au Caire avec séjours en Suisse). Mais c'était en 1927 et Pétain venait d'écraser Abd-el-Krim au Maroc.

⁂

Les techniciens du détournement des volontés cherchent actuellement la formule électorale capable de tuer le poujadisme. Les combinaisons offertes par la proportionnelle paraissant vouées à l'insuccès, les radicaux affirment que « l'arrondissement à deux tours » est seul capable d'exterminer à peu près complètement le poujadisme et de diminuer d'un bon tiers le nombre des élus communistes. Et l'on s'achemine à nouveau vers un tripartisme radical-M.R.P.-S.F.I.O. Conseillons donc à tous ces tripatouilleurs une lecture : le livre d'André Baranès : « *Jacques Duclos m'a dit* ». Ils verront de quel poids ils pèseront à une date « qui n'est plus très éloignée » comme écrit Baranès qui connait cette date... qu'il tient de Duclos lui-même.

⁂

L'art de ne pas se mouiller. Notre collaborateur Pierre Fontaine a reçu, d'un ancien ministre un mot dont nous détachons : « ...Je considère votre livre *La guerre froide du pétrole* comme un des plus importants documents ayant paru ces quinze dernières années », mais il ajoute en P.S. : : « Je ne tiens pas à ce que mon témoignage de sympathie soit rendu public ». Prudence est mère des vertus. Surtout avec la puissance des pétroliers au Parlement.

⁂

En A.E.F., à Brazzaville, un projet vise à construire une raffinerie au milieu d'une plantation de canne à sucre qui occuperait 4.000 travailleurs pour produire 20.000 tonnes par an. Dépenses envisagées : 7 milliards. La France ne peut écouler son sucre, trop cher dit-on, au point qu'on fabrique de l'alcool à tour de bras vendu 12 frs le litre (à l'étranger) alors qu'il revient à 80 frs à l'Etat. Cette industrie sucrière en A.E.F. ne s'imposait vraiment pas puisqu'il y a surproduction de sucre en France. C'est ce qu'on appelle : « L'économie de l'Union française » ; en fait de sucrage l'utilisation des chômeurs noirs a bon dos ! Puisque nous avons perdu l'Indochine, n'aurait-on pas pu penser, par exemple, aux héveas ?

⁂

C'est avec un étonnement quelque peu consterné que l'on a lu dans *Paris-Presse* l'article de Louis Pauwels sur le deuxième volume des mémoires du général de Gaulle. Nous sommes navrés de le dire, parce que nous avons beaucoup de sympathie pour cet écrivain d'habitude plus dégagé des conformismes régnants, cet article n'a rien a envier aux dithyrambes grotesques que nous n'avons pas été surpris de trouver sous les plumes officielles de MM. Duhamel, Romains, Mauriac, Henriot et consorts. Si Robert Aron, en effet, voit dans « L'Unité » un « poème épique ». M. Pauwels considère comme en deçà de la vérité le jugement de Malraux sur de Gaulle : « un grand poète tragique » puisqu'il ajoute, le citant après quelques autres : « on approche de la vérité ». Quant au style du Général il y voit « de la passion, de la hauteur et du mépris » c'est-à-dire tous les caractères du grand style, « une simplicité quasi monarchique... une beauté classique *c'est-à-dire* (?) bouleversante ». Comme on peut le voir M. Pauwels avait, ce jour-là, l'enthousiasme facile !

J. P.

Etudes

Les Juifs en Grande-Bretagne

Après de multiples négociations et de tortueuses manœuvres, les juifs étaient réadmis en Grande-Bretagne voici trois cents ans par Cromwell. Cet anniversaire a été marqué, à Londres et dans les principales villes de province ainsi qu'en divers endroits du Commonwealth, par quelques manifestations significatives. Un banquet eut lieu, le printemps dernier, au Guildhall de Londres, avec la participation de plus de six cents personnalités juives du monde britannique, sous la présidence d'un pair libéral, le Vicomte Samuel. C'est ce dernier qui y déclara : « L'histoire montre qu'à la longue les nations qui persécutèrent les juifs ont décliné, et celles qui les traitèrent bien ont fleuri ». Etaient présents sir Anthony Eden et le duc d'Edimbourg. Du premier relevons ce propos : « La tolérance est le test majeur de notre civilisation. Le monde aura le droit de s'appeler civilisé quand aura été condamnée l'arrogance raciale universelle, condamnée par instinct autant que par conviction ». Quand au mari d'Elizabeth, dont la mère est née Bowes-Lyon, il affirma : « Les juifs ont enrichi notre communauté ». Plus récemment, en juillet, un autre dîner eut lieu à Londres pour célébrer le même anniversaire ,au cours duquel des représentants des principaux partis politiques de Grande-Bretagne rendirent hommage à la communauté juive établie dans le pays. On y vit en particulier le marquis de Salisbury, lord président du conseil, proclamer que « la décision de Cromwell fut une des plus sages de l'histoire politique britannique ». Le socialiste Gaitskell et le libéral Clement Davies prirent également la parole, mais leurs propos furent trop insignifiants pour être rapportés ici.

Les juifs avaient été bannis du sol anglais en 1290 par le roi Edouard Ier. Autant qu'on en puisse juger aujourd'hui, cette décision expéditive avait été décrétée à la suite des nombreux abus qu'ils commettaient dans le royaume et des vives réactions populaires de l'époque. Ces réactions avaient été certainement très vives puisque des témoignages attestent

que de violents pogroms éclatèrent ici et là ; la vieille tour médiévale de la ville d'York garde une plaque historique révélatrice, datant justement de 1290, où il est dit qu'en cette année les juifs du comté y furent entassés et brûlés vifs sans autre forme de procès. Néanmoins, après leur bannissement, et à mesure que l'opinion populaire oubliait ses griefs, des petits groupes de juifs débarquèrent à la sauvette en Angleterre. Il s'agissait surtout de commerçants d'origine portugaise ou germanique, ayant soigneusement dissimulé leurs origines véritables. Avec Cromwell, le lord-protecteur, qui fut d'une dureté sans pareille à l'égard des Irlandais, le retour des juifs s'opère discrètement mais non officiellement. En 1656, le despote signe le décret qui va leur rouvrir toutes grandes les portes de l'Angleterre.

Dans un accès soudain de libéralisme, Cromwell, faussant le problème, avait dit : « Je préférerais voir le Mahométisme s'installer chez nous plutôt que de laisser des enfants de Dieu être persécutés ». Ce propos étant cité par le « Jewish Chronicle » de Londres, nous le livrons sous toutes réserves. Quoi qu'il en soit, lorsque le rabbin Manasseh ben Israël vint plaider la cause des siens à Whitehall, il avait plus ou moins son affaire en poche. Il remporta une victoire aisée. On s'interroge aujourd'hui encore sur les raisons qui poussèrent le dictateur à prendre une décision capitale dont les conséquences, en ce trois centième anniversaire, ne finissent pas d'être considérables. Les archives montrent que, d'une manière presque indiscutable, Cromwell recevait pour sa lutte de larges sommes d'argent des juifs établis sur le continent. Ennemi déclaré de la monarchie, il trouva chez ces juifs des alliés précieux, et il n'est pas impossible que ceux-ci aient joué un rôle prépondérant dans l'exécution de Charles Ier. Toute la lumière n'a pas encore été faite sur ces événements. Là comme ailleurs les faussaires étant à l'œuvre, la tâche d'éclaircissement se révèle toujours plus ardue.

Dès la fin du XVIIe siècle, les juifs reviennent en grand nombre en Angleterre. Ce sont des juifs d'Espagne, d'Allemagne et de Pologne, les Sephardi, par opposition aux Askhanazim et aux autres, qui viendront plus tard de Hollande, d'Italie, de Gibraltar, d'Afrique du Nord, de Turquie, du Levant. En 1797 débarque à Manchester Nathan Mayer Rotschild, venu acheter du coton pour le compte de son père en Allemagne. Ce sera le fondateur de la branche « anglaise » des Rotschild, dont l'un, le « baron » Lionel, sera élu membre du Parlement pour la City en 1847. Au milieu du XIXe siècle, en effet, avait

éclaté à Londres la bataille pour l'admission des juifs à Westminster. Ceux-ci, puissants commerçants, déjà profondément introduits dans toutes les parties vitales de la nation depuis 1656, gagnèrent cette bataille décisive et, voici un siècle, un David Salomons était le premier juif à être nommé lord-maire de Londres. Dès lors, la puissance juive commence à se bâtir en Grande-Bretagne. Rien, ou presque, ne l'arrêtera. Un « Acte sur les étrangers », voté par Westminster en 1905 pour tenter de limiter cette puissance n'eut qu'un effet de courte durée. Les vagues juives continuèrent à déferler sur l'Angleterre trop accueillante, de Pologne et de Russie à cause des « persécutions » tsaristes, puis d'Allemagne, avec la montée d'Hitler au pouvoir. Ceci explique, en partie en tout cas, l'attitude violemment anti-germanique du gouvernement britannique hier, et celle, aujourd'hui, souvent philo-soviétique de certaines sphères politiques.

En 1880, la Grande-Bretagne comptait à peine cinquante mille juifs. En 1933, à la veille des mesures antisémites sous le IIIe Reich, il y en avait un peu plus de trois cent mille. Il y en aurait de nos jours près d'un demi-million. Ce dernier chiffre semble ridiculement bas par rapport à l'extraordinaire puissance qu'ils détiennent maintenant dans le Royaume-Uni. Il faut se dire que, de ce côté-ci de la Manche comme de l'autre, beaucoup de juifs ne tiennent nullement à être connus en tant que tels, et que tous les moyens leur sont bons pour camoufler leurs origines, leur caractère racial, voire leur aspect physique. Aussi bien ce chiffre d'un demi-million ne possède-t-il qu'une valeur toute relative. C'est Londres, évidemment, qui a hérité le gros des immigrations juives successives : officiellement, il y a deux cent quatre-vingt mille israélites dans la capitale et sa banlieue. L'East-End où naquit Charlie Chaplin est très enjuivé, notamment Whitechapel et cette curieuse « Petticoat lane » — la ruelle du Jupon — où les juifs tiennent le dimanche matin un marché en plein-vent qui connut, jadis, des moments pittoresques. Des quartiers entiers de Londres sont à prédominance juive : Hampstead, Golders Green. Cette prédominance tend à s'affirmer aussi à Maida Vale et jusque dans la banlieue, à Hendon. Les beaux quartiers de Mayfair ne sont pas épargnés, et la plupart des riches propriétaires des splendides immeubles de Park lane sont juifs. Si la province est moins enjuivée, notons en revanche qu'on y trouve plusieurs noms de localités d'origine juive, notamment Mont Ephraïm dans le Sussex et Mont Tabor au Yorkshire.

La plus importante partie de la communauté juive de Grande-Bretagne est naturellement versée dans le négoce et les affaires. Les Rotschild dominaient autrefois entièrement les finances britanniques. La dynastie des Oppenheimer règne toujours entre Prétoria et Hatten gardens, la rue des bijoutiers à Londres. Lord Bearsted et Montagu sont des noms formidables dans le monde bancaire. Les deux tiers du commerce des fourrures sont en mains juives. L'industrie chimique, celle du tabac, celle du pétrole sont sous leur influence. De même pour les textiles. Parmi les noms des grands financiers de la City, on relève un Gluckstein dans la restauration, un Ross dans le whisky, un Wolfson dans l'ameublement, un Samuel dans les valeurs immobilières, un Jacobson chez les tailleurs. Les Bernstein dominent le monde du cinéma et de la télévision. Harley street ,la rue londonienne des grands spécialistes de la médecine, abonde en noms juifs. La justice a un lord Cohen. Le principal fournisseur de Buckingham Palace est la maison Lyons. La presse de Fleet street est fortement enjuivée elle-aussi — seul l'hebdomadaire « The Observer » refuse juifs, et catholiques également, dans son conseil d'administration, bien que dans la partie rédactionnelle il n'en soit nullement ainsi — et, lorsque Nasser fit son coup de force fin juillet et nationalisa la compagnie du canal de Suez, la réplique de la presse londonienne fut à peu près unanime : « Armons Israël ! !Entendons-nous avec Tel-Aviv ! »

La pénétration juive ayant été si profonde en Grande-Bretagne depuis trois siècles, on ne sera pas surpris d'apprendre que de nombreuses personnalités de la noblesse britannique sont juives. Une très curieuse brochure publiée par Arnold Leese, en mars 1949, sous le titre « Our Jewish Aristocracy », indique que quarante-six ducs, marquis, comtes, vicomtes et barons, dont douze de façon distante, sont juifs ou d'origine juive, de même que cinquante-quatre baronnets. Le document contient également une impressionnante liste de porteurs de titres héréditaires mariés à des juives, et de chevaliers de sang juif. Précisons que Leese, décédé en janvier dernier, fut pendant des années l'éditeur fort courageux d'un petit bulletin, « *Gothic Ripples* », organe du bureau d'information anti-juif qu'il dirigeait de sa résidence dans le Surrey. « *Gothic Ripples* » est aujourd'hui publié et diffusé par la « Britons Publishing Society » (74 Princedale road, London W.11.), d'où sont sortis de nombreux volumes non-conformismes fort bien faits et d'où sort chaque mois le bulletin politique « *Free Britain* ».

⁂

Politiquement, les juifs de Grande-Bretagne ne forment qu'une infime minorité mais, là également, et surtout là, leur influence et leur importance sont absolument disproportionnées à leur nombre. Officiellement, il y a dix-huit députés juifs au Parlement de Westminster, soit dix-sept travaillistes et un conservateur. Officiellement toujours, on dénombre treize pairs juifs à la Chambre des Lords : cinq conservateurs, quatre socialistes, deux libéraux, deux sans parti. Pratiquement, il y en a certainement davantage, demi-juifs ou de sang mêlé, ou encore des personnages dissimulant leur véritable identité. Notons par exemple que l'ancien Home secretary sir David Maxwell Fyfe, qui se prétend de pure origine écossaise, est un juif 100 % bien que rien ne puisse le prouver dans son arbre généalogique. Sir David aura sans doute lui-même supprimé ce qui, à ses yeux, paraissait déplaisant d'être révélé au public.

Les trois grands partis politiques qui animent la scène britannique ont été ou sont toujours plus ou moins contrôlés par des personnalités juives. Lord Woolton fut longtemps président du parti conservateur, et Churchill a toujours été très lié avec le magnat Barney Baruch dont on a eu vent à plusieurs reprises des douteuses tractations internationales. L'actuel leader travailliste, Hugh Gaitskell, a sauf erreur épousé une juive ; l'origine authentique de Morrison, ancien garçon de courses, n'a pas encore été établie, ni celle du théoricien d'extrême-gauche Crossman, mais par contre celle d'un Shinwell est connue. Chez les libéraux, il y a une pépinière de noms juifs, dont le vicomte Samuel est le plus représentatif. Lady Abrahams est la présidente de la fédération des femmes libérales. On pourrait citer beaucoup d'autres noms qui illustrent cette main-mise juive sur la politique du Royaume-Uni.

Mentionnons en particulier que Disraëli, tout grand homme qu'il paraisse par ailleurs, est accusé dans certains milieux d'être le responsable de la destruction de l'esprit véritable du toryisme, dans les veines duquel il infusa un libéralisme nuisible et funeste. Ceux qui n'ignorent pas la menace communiste se garderont d'oublier, d'autre part, que Karl Marx est enterré au cimetière de Highgate au nord de Londres. Le Labour est peut-être le plus enjuivé des trois grands partis anglais ; il est à ce propos amusant autant que significatif de relever que « *Forward* », l'organe socialiste modéré qui défend Gaitskell, est financé par le « *Lionel Cooke Memorial Fund* » dont les directeurs sont deux businessmen juifs, Cohen et Diamond, alors que « *Tribune* », la feuille hebdomadaire du groupe bevaniste, est appuyée par le très puissant Samuels, gros propriétaire d'immeubles à Mayfair. Comme quoi, le socialisme britannique est bien gardé.

Les juifs de Grande-Bretagne, à l'époque moderne, ont constamment mené une action déterminante sur l'évolution politique du pays. Ce sont deux d'entre eux, Rufus Isaacs dit lord Reading et Edwin Montagu, qui, dès 1917, lancèrent l'idée de l' « indépendance » de l'Inde. Il est pareillement troublant de constater, aujourd'hui, que sur les neuf membres, tous progressistes ou communistes, qui animent le « Comité de Chypre » en faveur de la « libération » de l'île, au moins cinq sont juifs : Jack Stanley, socialiste d'extrême-gauche, l'anarchiste Ethel Mannin, le lauréat du Prix Staline Bernal, le professeur Hyman Levy, le bevaniste Silvermann, champion de l'abolition de la peine de mort. Les juifs de Grande-Bretagne portent aussi de très graves et très lourdes responsabilités dans le déclenchement du second conflit mondial : on sait comment ils pervertirent la presse et l'opinion. Aujourd'hui, ce sont eux qui empoisonnent le rétablissement des bonnes relations germano-britanniques, et notamment ce lord Russell of Liverpool, auteur d'un ouvrage de compilation extrêmement suspect sur les « crimes nazis ». Il n'est pas exagéré non plus de dire que leurs responsabilités sont également écrasantes dans la faillite de la politique britannique du Moyen-Orient. Ce sont toujours eux qui excitent la haine contre l'Union Sud-Africaine, dont ils n'admettent pas la politique d'« apartheid » : le principal animateur de cette campagne dans l'hebdomadaire « *Reynold News* » fut un Harry Bloom. L'industriel Oppenheimer dénonça aussi violemment la ségrégation lors d'une conférence donnée par le duc d'Edimbourg, récemment, à Oxford.

Au terme de cette brève étude, forcément incomplète car, on le devine, les sources d'informations sur un sujet aussi délicat sont rares, une question se pose : y a-t-il un antisémitisme réel en Grande-Bretagne ? A part les larbins, les pourris et les ignares, le peuple britannique dans son ensemble ne porte pas les juifs dans son cœur. Il a conscience d'être exproprié et volé par une puissante minorité contre laquelle, en raison de l'état de choses régnant, il ne peut à peu près rien. Il faut également compter avec trois siècles de bourrage de crâne en ce domaine. N'empêche que dans certaines stations touristiques, l'été, on remarque à la porte

des « Boarding House » et des hôtels, parfois, cette inscription révélatrice d'un état d'esprit : « Les juifs ne sont pas désirables ». C'est dans un organe aussi peu suspect d'antisémitisme que le « *Sunday Graphic* » qu'on pouvait lire, en avril dernier : « Plusieurs membres de la communauté juive de Grande-Bretagne reconnaissent que l'antisémitisme naît des propres fautes et des excès de cette communauté ». Il est impossible de ne pas être dégoûté par la publicité vulgaire dont s'entoure un Bernard Docker, l'industriel des Midlands récemment déchu de son poste de président de la B.S.A., qui allait miser gros à Monte-Carlo pendant que le peuple anglais avait faim, et qui possède une voiture à carrosserie d'or alors que tant de Britanniques vivent encore dans des taudis. Docker a dépensé des milliers de livres en propagande, à la télévision commerciale et dans la presse, pour essayer de regagner son poste à la B.S.A. Impossible non plus de ne pas être dégoûté par ce Moss Kinsley, businessman véreux qui, étant poursuivi pour faux, usages de faux et fraudes pour un montant de 130.000 livres, vient de se réfugier en Israël où il a demandé qu'on le considère comme « immigrant ». Impossible encore de ne pas être écœuré par le gangster juif de whitechapel, Jack Comer dit Spot, ci-devant roi du « milieu » à Soho, qui ne circule plus que sous la protection de la police et qui, en 1938, excitait à la haine contre les partisans de Mosley dans l'East-End.

Dans tous les domaines, la communaté juive de Grande-Bretagne est extrêmement puissante, et d'une puissance absolument disproportionnée à sa valeur numérique. Minorité active, agissante, redoutable, les juifs de Grande-Bretagne doivent leur fortune à la sottise inconcevable d'un Cromwell, mais ils doivent aussi une fière chandelle aux Gaitskell, aux Eden, aux ducs d'Edimbourg d'aujourd'hui qui, d'une seule voix les remercient d'être « revenus »...

Pierre HOFSTETTER.

Tribune libre

Une interview de Léon DEGRELLE

Nous reproduisons ci-dessous le texte intégral de l'interview accordée en février 1955 à un correspondant de l'agence United Press en Espagne, par l'ancien chef de Rex. Il nous a semblé intéressant, malgré leur relative ancienneté, de rapporter les propos tenus par l'homme que la presse occidentale n'a cessé de poursuivre d'une haine à la mesure de son courage et de sa loyauté.

Q. : Vous êtes au courant, M. Degrelle, de la polémique suscitée par votre personne et des demandes d'extradition du gouvernement belge ?

R. : Oui, et tant de haine, dix ans après la deuxième guerre mondiale m'a rempli de stupeur.

Q. : Mais les accusations portées contre vous sont graves. Qu'y répondez-vous ? Etiez-vous lié à l'Allemagne hitlérienne avant la guerre ?

R. : En aucune manière. Le mouvement Rexiste, en 1939, voulait maintenir la Belgique strictement neutre : ni avec les Allemands, et avec les anti-Allemands, la paix. Cette nouvelle guerre civile européenne me paraissait insensée, je voulais l'épargner à ma patrie et, en même temps, conserver la Belgique comme terre de réconciliation possible des deux belligérants, encore dans l'expectative à l'Ouest, à ce moment-là. C'était une attitude, politiquement et humainement, très défendable.

Q. : Mais après l'invasion de la Belgique ?

R. : A l'été de 1940, après la défaite française a peu près tout le monde en Europe croyait la victoire de l'Allemagne définitive — victorieuse pour mille ans —, disait l'actuel ministre belge des Affaires étrangères, M. Spaak. Nous, qui n'avions pas voulu cette guerre, avons essayé une fois qu'elle fut perdue, d'en limiter les dégâts. C'est pour cela que nous avons « collaboré » comme on dit, non point pour servir le Reich hitlérien, mais pour essayer de redresser notre pays abattu. Comment eut-on pu le redresser sans collaborer avec l'Allemagne qui, alors, tenait le destin de la Belgique et de presque toute l'Europe dans ses mains ? qu'a fait d'autre, avec les alliés, le Chancelier Adenauer en 1945 ? Nous sommes-nous trompés ? c'est discutable. Mais ce qui est indiscutable, c'est notre bonne foi ; c'est l'amour de notre pays, seul, qui nous a guidé dans cette difficile affaire.

Q. : Et votre activité au front russe ?

R. : Elle fut exactement motivée par les mêmes causes. Des milliers de Belges, deux divisions pour finir, ont été avec moi en Russie, pour lutter contre le Bolchevisme mais aussi pour conquérir la gloire et des droits qui leur permettraient de traiter plus efficacement avec les Allemands, en cas de victoire

de ceux-ci. Le Reich a été vaincu, oui, mais il eut pu triompher, dans ce cas, les mérites acquis au front soviétique eussent pu servir grandement notre patrie. Là encore, vous le voyez, c'est pour la Belgique que nous luttions et que tant de nos volontaires sont mort, héroïquement.

Q. : Mais vos crimes de guerre, à vous M. Degrelle ?

R. : Je n'ai commis aucun crime de guerre. Jamais nulle part. Répéter que j'en ai commis, comme on le fait encore maintenant, est une horrible calomnie. Jamais un tribunal ne m'a condamné, ni même poursuivi, pour un crime de guerre, quel qu'il soit. J'ai été condamné à mort, par contumace, le 27 décembre 1944, comme chef politique et comme volontaire du front anti-soviétique, et pour rien d'autre. Il faudrait, tout de même, être logique : on a reçu, voici peu de temps, avec de grands honneurs, à Washington et au Pentagone, le général espagnol Munoz Grandes qui fut mon collègue au front de Russie et y commanda une division, exactement comme moi. Lui, maintenant on le décore, aux Etats-Unis. Alors comment admettre que, pour le même fait, exactement, on continue à me persécuter sauvagement ? Les volontaires du front de l'Est ont été des précurseurs, sans les millions de jeunes européens tombés dans les neiges des steppes, les Soviets fussent arrivés à l'Atlantique en 1943 ou en 1944. Nous avons tout fait pour leur barrer le chemin. Je ne vois guère de crime dans cela.

Q. : Vous oubliez qu'on a cité, à votre charge, des crimes de droit commun précis.

R. : Oui, on les a cités, et même on les a proclamés dans les notes diplomatiques, à l'O.N.U., et, avec grand tapage, dans la presse et à la radio. Mais les jugements rendus en Belgique contre les Vrais coupables, et les investigations de la commission des crimes de guerre sur les lieux, ont montré, l'un après l'autre, que pas une seule de ces accusations n'était fondée. Quand on les répète, et bien, on ment. La meilleure preuve, tout de même c'est que pas un tribunal ne m'a poursuivi et condamné pour une seule de ces affaires. C'était facile pourtant, je ne pouvais même pas me défendre.

Q. : Alors, pourquoi ne retournez-vous pas en Belgique, vous expliquer clairement ?

R. : Mais parce qu'on ne me laisserait pas m'expliquer, ni clairement ni autrement. Je ne comprends pas comment l'opinion internationale n'a pas encore été alertée par l'incroyable situation judiciaire créée en Belgique après la guerre. Si je me présentais à Bruxelles, je serais fusillé, et non jugé. Une loi nouvelle, en effet, interdit de rouvrir le procès d'un condamné par contumace lorsque six mois se sont écoulés depuis sa

condamnation. Ce qui fait que nul d'entre nous, condamnés souvent sans le savoir, ne peut demander justice. On exécute la condamnation sans plus. Nous n'avons que le droit de nous taire et — dans mon cas — de périr, attaché à un poteau dans une cour de caserne. D'autre part, les tribunaux, qui ont été créés contre les « collaborateurs » belges, ne sont eux-mêmes que des caricatures de la justice s'appuyant sur des décrets d'exception, dont les plus importants ont été pris à Londres pendant la guerre, sans que les intéressés n'en sussent rien, par un gouvernement belge exile, et alors fort contesté. Or, ces décrets, et les lois qui les ont suivis, sont utilisés avec effet rétroactif, ce qui a donné à toute cette répression un caractère anti-juridique vraiment monstrueux. Se basant là-dessus, on a ouvert des dossiers contre plus d'un demi-million de Belges (20 % du corps électoral) on en a condamné des dizaines de milliers — je ne parle pas des fusillés : des centaines — à des peines de prison s'élevant à plus d'un million d'années. De la folie.

Q. : Mais si vous pouviez être jugé normalement ?

R. : Alors, tout de suite, bien sûr, je me présente à la justice belge. Je vous permets de le dire publiquement. Je l'ai écrit déjà à Bruxelles, le 5 janvier dernier. Qu'on me promette, simplement, le tribunal normal, dans ce cas, la cour d'assises, l'application de la législation belge antérieure aux faits reprochés, et la possibilité de me défendre librement, en mettant largement le débat à la portée du public belge : Alors, immédiatement je me livrerai. Je vous autorise à le répéter haut et clair.

Q. : C'est tout ?

R. : Quelle misère, ces haines qui se prolongent en Europe ; celle-ci meurt, empoisonnée par ses propres crises de bile. A quoi servent tous ces pools du charbon, de l'acier, des armements, si les cœurs, eux, sont désunis, se détestent, ne pensent qu'à des vengeances ? Quand est-ce que les Etats-Unis d'Amérique, avec leur générosité naturelle, convieront-ils avec énergie, l'Europe au pardon ? Quand prépareront-ils pour elle l'amnistie et la réconciliation ? Quelle mission magnifique pour des grands cœurs. Et qu'elle nécessité aussi. Si les Européens ne s'unissent pas tous, oubliant leurs querelles passées, demain les Soviets, eux, se chargeront de l'unification dans l'extermination. C'est pour cela que cette chasse à l'homme, dont je suis l'objet, me désespère tant. Non pour moi : J'ai beaucoup souffert. Je n'ai pas peur de mourir ; mais pour l'état d'esprit misérable que l'incident révèle. Moscou est aux portes de la civilisaton, et on oublie le danger, pour calomnier et persécuter rageusement un soldat vaincu et un proscrit. Je plains l'Europe !

(*Février 1955*).

Les Livres du Mois

Les Livres français :

GÉNÉRAL CONQUET : *L'Enigme des blindés* (Nouvelles Editions Latines).

Ce titre qui figure sur la couverture du livre est, au troisième feuillet, remplacé par un autre, un peu longuet comme ceux d'autrefois : « L'énigme de notre manque de divisions blindées (1932-1940) avec une réfutation de certaines responsabilités imputées au Maréchal Pétain », mais qui circonscrit plus précisément le sujet en même temps qu'il explique la présence d'une lettre liminaire signée par Maître Isorni.

Si ce n'est pas sans appréhensions critiques que j'ai ouvert ce livre, car il se trouve que j'ai vécu de fort près ce que l'auteur a entrepris d'exposer, je l'ai fermé convaincu que celui-ci avait fait œuvre salutaire et bien rempli son propos.

Il a placé son sujet dans le large cadre politico-militaire hors duquel celui-ci ne peut prendre son véritable sens ; puis, avec un grand luxe de références, il a démontré :

1° que la situation économique et l'insuffisance des crédits militaires n'avaient pas permis d'entamer largement notre réarmement avant 1935 ;

2° que, postérieurement, les sorties de matériel ont été lentes en raison de nos méthodes administratives et financières, de l'organisation défectueuse des fabrications, du vote tardif de la loi sur l'organisation de la nation pour le temps de guerre, de l'incidence des troubles sociaux de 1936 à 1939;

3° que notre doctrine militaire d'emploi des chars (bataillons autonomes pour l'accompagnement de l'infanterie, grandes unités blindées appuyées par l'artillerie) avait l'approbation générale des autorités militaires comme des milieux politique et qu'elle s'explique, en partie, par notre carence en aviation, particulièrement, appareils d'assaut opérant en piqué ;

4° que l'engagement initial massif d'un corps cuirassé est une conception de guerre offensive alors que la politique militaire de l'Etat démocratique français était exclusivement défensive et que le plaidoyer de Charles de Gaulle, en mêlant à sa thèse les idées d' « armée de métier et d' « action préventive et répressive » a été plutôt nuisible aux réalisations.

Il a, enfin, conclu que ce sont l'inconsistance du pouvoir, l'impuissance du régime, la faiblesse de l'Etat qui ont été, au premier chef, la cause de notre infériorité en blindés.

En cours de route, il n'a pas eu de peine à balayer l'obscène conglomérat de passions, de mensonges, d'interprétations tendancieuses et de confusions anachroniques avec lequel on a prétendu établir les responsabilités du Maréchal Pétain dans notre défaite de 1940, particulièrement en ce qui concerne les chars de combat.

Il s'est efforcé aussi de préciser exactement le rôle de Charles de Gaulle dans la « querelle des blindés » mais, et ce sera ma seule critique, il a fait encore la part trop belle à la légende parce qu'il est tombé dans un piège. Un piège qu'il a plus ou moins flairé, du reste, puisqu'il écrit (note 12 de la page 140) : « Dans un article paru en juin 1955 dans les « Ecrits de Paris », M. Jean Perré indique, sans référence, qu'au début de 1934, l'Etat-Major de Berlin reçut le fameux manuscrit d'Eimannsberger : « Der Krampfwagenkrieg ». Mais le général Guderian, qui entre cependant dans des détails minutieux, ne relate pas cette transmission si digne d'ailleurs d'être signalée et il ne fait même, à aucun moment, mention d'Eimannsberger ». Je n'apprendrai rien aux lecteurs de « Défense de l'Occident » puisque, ma référence, je l'ai fournie et largement expliquée dans mon article : « Les souvenirs d'un soldat de Heinz Guderian » (N° 22, de mars 1955). Mais il est des choses qu'il n'est pas mauvais de répéter. Non ! la traduction française des « Souvenirs d'un soldat » (Plon - Editeur) mise en vente en décembre 1954 ne fait nulle part mention du général Eimannsberger mais le texte original allemand de 1951 (Kart Vowinckel, Editeur, Heidelberg) comporte, à la page 27, le passage capital qui suit : « En 1934, nous reçumes, par l'intermédiaire du Chef de l'Etat-Major général (général Beck) un manuscrit intitulé « Kampfwagenkrieg ». L'auteur était le général autrichien Chevalier von Eimannsberger. Le général Beck hésitait sur la valeur du livre ; le général Lutz (alors Inspecteur des troupes motorisées) et moi-même le trouvant, au contraire,

conforme à notre pensée· Sa publication nous parut d'autant plus indiquée qu'elle susciterait, de sources neutres, le courant d'idées que nous désirions faire naître. Elle devait avoir lieu en dépit du danger d'attirer l'attention des spécialistes étrangers sur les conceptions d'Eimannsberger car c'était à peu près le seul moyen d'éliminer la résistance des bureaux allemands toujours plus favorables au point de vue de l'étranger qu'à celui de leurs propres conseillers. J'ai plus tard, connu le général Chevalier von Eimannsberger et je l'ai estimé comme un véritable Allemand et un soldat auquel la troupe blindée allemande doit beaucoup. Son livre a été un élément essentiel de notre bibliothèque militaire et nos hommes des chars y ont beaucoup appris (dem die deutsche Panzertruppe viel zu verdenken hatte. Sein Buch warde ein wesentlicher Bestandteil unserer Truppenbüchereien und unsere Panzermänner helen viel daraus gelernt) ». Comme la première édition du livre d'Eimannsberger (J.-F. Lehmann, Munich) porte le millésime de 1934 (et non 1935), je ne crois pas, compte tenu des délais de transmissions, de lectures, de discussions, d'édition et de mise en vente, m'être beaucoup avancé en fixant, au début de 1934, la date à laquelle Guderian a eu connaissance de cet ouvrage alors que celui de Charles de Gaulle n'est paru qu'à la fin de l'été 1934. Voilà donc établie la date de « cette transmission si digne d'ailleurs d'être signalée ». Je pense que beaucoup se sont étonnés avec moi de la suppression, la seule importante, opérée, dans le corps même de l'ouvrage, par l'éditeur actuel de Charles de Gaulle, et que beaucoup, en voyant comme elle a fourvoyé un historien aussi consciencieux que le général Conquet, se demanderont si ce caviardage non signalé n'avait pas pour but de sauvegarder la vraisemblance d'une phrase imprimée au dos de la couverture de l'édition française des « Souvenirs d'un soldat » : « Grâce à Hitler, Guderian peut donner corps à des doctrines dérivées de celles que professe, en France, le colonel de Gaulle ».

Jean PERRÉ.

ANDRÉ BARANÈS, *Jacques Duclos m'a dit* (Dervy-Livres, éditeur, Paris).

André Baranès, du « procès des fuites », livre au public, le fruit de ses conversations personnelles avec Jacques Duclos, le leader du parti communiste français, Thorez n'étant plus qu'un fétiche, d'après ledit leader, et Aragon un « fruit sec ».

Nous avons la démonstration, en direct, de la formidable machination engagée par l'U.R.S.S. à travers le monde et en France pour aboutir à l'instauration du régime communiste par les pourrissements politiques intérieurs que, « seuls, peuvent autoriser les démocraties ». Il est plaisant qu'un communiste en fasse l'aveu .

Le machiavélisme communiste incite à quelque admiration pour son intelligence et sa psychologie des castes à réduire. Par exemple, misant sur la cupidité, Moscou ordonne aux Chinois et autres satellites de passer des marchés avec le Grand Patronat français contrôleur de la presse française et de parlementaires. Cette voie vers les affaires prospères a pour incidence une sympathie pour l'U.R.S.S. exploitant d'autre part la crainte de la concurrence industrielle américaine.

Que vit Baranès aux séances du P.C. ? Très hauts fonctionnaires usant des dossiers privés de leurs fonctions au profit du P.C. L'affaiblissement de la France par des guerres coloniales détruisant le meilleur de ses troupes était prévu. La préparation en France « *pour une date qui n'est plus très éloignée* » de troupes de choc dont 100.000 Nord-Africains est en cours. Envenimer les zizanies intérieures pour décourager et écœurer les Français est une consigne formelle. Un plan effroyable dont on s'aperçoit chaque jour de l'implacable réalisation. Soyons justes, il se peut aussi que des évènements « naturels » soient exploités par le P.C. (tel ce pourrissement parlementaire) et qu'il s'en attribue la cause !

Le communisme avoue une hantise : la puissance du Vatican qui « depuis 20 siècles a résisté à tout ». Donc, patte de velours, malgré les échecs des progressistes chrétiens. A retenir aussi la collusion soviéto-anglaise.

Ce livre sensationnel oblige à des méditations.

Les conversations Baranès-Duclos furent connues du gouvernement français, puisque Baranès était agent de renseignements. Dès lors, pourquoi les ministres n'en firent-ils jamais état, pourquoi ceux qui « savaient » (M. Baylot, entr'autres) furent-ils limogés, pourquoi le directeur de la D.S.T. accusa-t-il Baranès d'être un agent communiste ? Pourquoi tous ces rapports considérables furent-ils étouffés (ils datent de 1954) puisqu'il y a complot ouvert contre l'Etat ? Pourquoi un gouvernement fit-il arrêter Baranès trop renseigné sur l'activité communiste en France ? Pourquoi la D.S.T. « cravata-t-elle » Dides, chef de Baranès ? *Le complot communiste avait-il des ramifications au sein même du gouvernement ?* Telles sont les questions que le lecteur est amené à se poser lorsqu'il connaît la teneur des documents que Baranès fournit à la police d'Etat.

Le retentissement de cet ouvrage peut provoquer un rebondissement de « l'affaire des fuites » sur le plan politique. Maintenant, tous les Français sont prévenus, du plan, de la manière et de la date prochaine de l'échéance.

P. F.

Gilbert Grandval : *« Ma Mission au Maroc »*. (Ed. Plon).

Voici un livre qui vous ménage quelques surprises. Avant de l'ouvrir vient la première. Un très haut fonctionnaire, un Ambassadeur de France sort de poste. Le première chose qu'il fait, avant six mois, est de publier un livre « Ma mission » ... Cela a de quoi étonner. Un ambassadeur est déçu de son résultat. mécontent de ses chefs : le public jugera. Prenons la plume ! Il y a du règlement de comptes dans cette manière de faire et nous sommes déjà préparés à d'autres surprises.

Voilà un homme que l'on avait dit très intelligent, très dangereux, très rapide, qui prendrait des décisions très graves qui n'iraient certes pas dans le sens des traditionalistes, mais qui justement pouvaient tout perdre et peut-être aussi tout sauver. On l'avait dit et on l'avait cru. On l'a même cru longtemps et la bande du livre porte « le Résident de la dernière chance ».

C'est vrai, mais en un bien autre sens. On voit un homme plutôt sympathique en fin de compte, qui juge bien la situation dans son cadre étroit, sans doute assez bien les hommes, très mal lui-même, que les données du problème paralysent et que le régime rend totalement impuissant. Il fut bien le résident de la dernière chance,

non pas parce qu'un homme fort pouvait sauver quoi que ce soit, mais parce que le régime avait déjà gâché toutes les chances que nous avions eues.

Ce grand homme semble plus sympathique qu'intelligent. Il est porté par une vraie curiosité du pays et des hommes qu'il va commander. Le Maroc apparaît dans son livre avec sa réalité physique. On sent qu'il s'y était déjà attaché, que Paris lui semble loin. Il voit assez justement le problème local. Les passions éteintes, il faut bien admettre que la fiction du « bon bled » était depuis longtemps dénuée de toute réalité, que l'exil du sultan avait fait faire un bond considérable au nationalisme, que peut-être le plan qu'il proposait n'était pas plus mauvais qu'un autre.

Mais sous cette bonne volonté, il est d'une inconscience prodigieuse. Par orgueil naïf d'ailleurs. Sur ses déclarations fracassantes avant son départ, sur son arrivée ridicule, on attendait des explications. Rien, deux mots puérils, déjà cette absence de tact si étonnante. Il comprend vite à quel point la situation est pourrie et bouchée, mais il ne peut en tirer les conséquences. Il sait que le régime condamne toute tentative, mais il se veut encore là-bas l'homme du Régime, davantage même qu'il est nécessaire. Il faut le voir en face du Dr. Causse, président de « Présence Française », arguer superbement des décisions du Parlement souverain, pour trois pages plus loin, seul, méditer sur la responsabilité totale d'un parlementarisme réduit à combiner des minorités.

Cet homme catégorique parait bien faible lorsqu'il va demander appui à la presse, tout heureux d'être soutenu par Lazareff comme par une puissance du jour. Ce sont les pires mœurs politiques de l'après-guerre, qu'il ne juge pas, qu'il ne ressent même pas.

Les aperçus sur le fonctionnement et les personnages du Régime sont les plus révélateurs et les plus effroyables. Il faut lire les descriptions de la méthode de gouvernement d'Edgar Faure. On se prend à rêver ! Il faut voir l'affreux Koenig, stupide, satisfait, ne pensant qu'à filer sur « la Côte », donnant du « mon petit lapin » au Résident général, oscillant entre la démagogie et la brusquerie de militaire aux traditions rompues. C'est certainement là un des personnels politiques les plus bas qu'il y ait jamais eu en France.

Comment s'étonner dès lors que les choses en soient venues là. Grandval à son arrivée essaye encore de délimiter des opinions, de définir des lignes de forces parmi lesquelles il manœuvrerait. Il semble d'ailleurs que, avant d'arriver, son opinion soit déjà inclinée d'un côté, et pas entière la liberté d'esprit qu'il apporte à sa mission d'information. Mais lorsqu'il s'en va il a compris que rien n'était pratiquement possible puisque le Résident général d'un tel système ne représentait aucune force réelle. Il est très intéressant de voir arriver peu à peu Grandval à cette constatation, dont il ne tirera malheureusement aucune conclusion, mais sur le chemin de laquelle il nous livre une série de petits faits et de documents riches d'enseignements.

Bernard VORGE.

PAUL SERANT : « *Gardez-vous à gauche* ». - (Ed. Fasquelle).

Une bonne mémoire aide à parler sainement des choses de la politique et là comme en d'autres domaines, à éviter de grandes folies. Paul Sérant se rappelle ce qu'était l'attitude des jeunes bourgeois à l'époque du Six-Février, des sanctions et de la guerre d'Espagne et, en repensant à ceux d'aujourd'hui, se demande à quoi est dû un tel changement. Qu'est-ce qui a changé depuis quinze ans ? Est-ce la bourgeoisie ou est-ce la gauche ?

Sans passion mauvaise, avec une curiosité qui ressemble à celle qu'on se porte à soi-même, il s'interroge, à la lumière de ce qu'était la gauche d'autrefois, sur ce qu'est la gauche d'aujourd'hui. Plutôt les gauches : nouvelle gauche, gauche véritable et gauche chrétienne.

Les trois sont impitoyablement démontées dans leurs ressorts essentiels et leurs contradictions. La nouvelle gauche, groupée autour de l'Express et de Mendès, fait parade avec Mauriac, Malraux, de Gaulle et Camus, de dispositions à l'énergie et de volonté de gouvernement qui la distinguent de l'ancienne gauche, qui la distinguent beaucoup moins d'une ancienne droite qui dissimulait de grands intérêts sous de grands sentiments. On est libéral, mais on se donne le luxe d'avoir un œil à gauche, de ne pas craindre les « évolutions nécessaires », on rend justice à Foster Dulles, à Nehru également.

La gauche véritable, groupée autour de *l'Observateur* et des *Temps Modernes*, de Bourdet et de Sartre, voit la première avec le plus grand mépris. Elle seule est véritablement « de gauche », prolétarienne, non pas communiste, mais *avec* les communistes. Toutes les folies politiques et logiciennes de Sartre sont là, si belles à démonter qu'on en éprouve un véritable plaisir.

La gauche chrétienne est celle qui est si bien prise par la nostalgie d'une action immédiate qu'elle en confond révolution et salut, libération sociale et progrès intérieur. Elle tente surtout les chrétiens qui, comme dit très justement Sérant, ont détrôné la métaphysique au profit de la morale.

Mais toutes les formes diverses de la gauche montrent une même vérité : il n'y a plus de gauche. Dionys Mascolo soulignait la contradiction qu'il y a entre l'homme de gauche et le révolutionnaire moderne. L'homme de gauche croyait à une morale politique, le révolutionnaire n'y croit plus. Ce qui empêche l'homme qui se veut de gauche de l'être véritablement, c'est sa peur de se couper du communisme, c'est de faire en dernière analyse une différence *de valeur* entre communisme et principes fascistes. Ou bien il y a simple confusion mentale comme dans la nouvelle gauche, ou bien il y a volonté délibérée de comprendre une *certaine* violence, une *certaine* raison d'état, une *certaine* suspension de la liberté qui peut très bien se justifier, mais qui en tout cas n'a plus rien à faire avec ce qu'on appelait la gauche et qui conduit tout logiquement à cette nouvelle droite qu'est le communisme. Nouvelle droite avec ses mythes, sa spéculation sur la peur, son aptitude au mépris.

On avait rarement parlé aussi nettement, aussi calmement de cet intellectuel de gauche, contradiction permanente, et contradiction qui n'est cette fois pas signe de richesse parce qu'elle comporte trop de satisfaction, de confort, d'étalage de sa « belle âme ». Paul Sérant nous a donné là un admirable petit livre, sans colère, sans mépris, qui vaut aussi par une grande curiosité humaine.

Bernard VORGE.

GINETTE GUITARD-AUVISTE : « *Paul Morand* », (Editions Universitaires)

« Peu d'hommes sont plus secrets que lui, plus réservés. S'il fracture les serrures des êtres, il cadenasse solidement la sienne » : c'est ainsi que Ginette Guitard-Auviste, à qui nous devions déjà un pénétrant essai sur *La Vie de Jacques Chardonne et son art*, publié chez Grasset, présente aujourd'hui Paul Morand. Loin de la décourager, cette réserve a stimulé son intérêt, sa curiosité, et le livre que voici est une analyse minutieuse, lucide et allègre d'un des écrivains les plus mobiles de l'entre deux guerres. Pour beaucoup, son nom n'est lié qu'au temps où il écrivit *L'Europe galante*, *Tendres Stocks*, *Ouvert et Fermé la nuit*. C'est le limiter considérablement et ne retenir de lui que les images, précieuses, sans doute, mais fugitives, d'une sorte de kaléidoscope. En avançant dans la vie, l'horizon de Paul Morand s'est élargi, la vision des êtres approfondie ; une sensibilité plus affinée s'est lentement révélée ; son style lui-même, lavé de ses micas, a subi une maturation qui a donné leur ton classique à ses dernières œuvres : *Le Flagellant de Séville*, *Hécate et ses chiens*, *La Folle amoureuse*. Ginette Guitard-Auviste s'est attachée à nous rendre sensible cette évolution et « l'effort d'un artiste vers la concentration, la rigueur, le dépouillement ». Son essai s'offre à nous comme un vaste panorama de l'œuvre de Paul Morand ou mieux, comme un film accéléré dont les images successives nous permettent de suivre son éclosion, sa croissance, son murissement.

Les étapes capitales sont nettement précisées ; ses livres clefs mis en lumière. C'est de la critique éclairante.

André BOURIN.

STEPHEN HECQUET. — « *Anne ou le garçon de verre* » (Ed. Plon).

« J'ai connu Anne bien avant qu'il ne s'installât dans ma vie.. » Il y a des romans dans lesquels on plonge avec fraîcheur comme dans ligne d'un récit qui dispose le cœur et l'esprit.

Si ce mince récit a quelque résonnance proustienne, c'est d'abord parce qu'il sous-entend cette même constatation qui fait tout un aspect de « La recherche du Temps perdu » :

L'amour est toujours le même quel que soit son objet ; à la limite peut-être n'est-il qu'un état, une excroissance de l'imagination dont l'objet est le prétexte illusoire, mais qui en réalité se suffit à lui-même et se nourrit de sa propre substance.

Si l'objet est indifférent, il l'est ici doublement puisque le thème même du livre est la passion de l'indifférence.

Claude, le narrateur, aime Anne, jeune garçon, jeune silhouette. Anne ne le repousse pas, Anne aime être aimé, mais il ne sait pas aimer, il ne peut rien faire vivre de lui-même. Claude tente de se rapprocher de lui et va jusqu'à lui prendre Dominique, sa fiancée, pour créer un écho à leur rapport. En vain, Dominique elle-même n'est qu'un reflet. Anne est comme ces glaces qui accueillent la lumière et ne la renvoient pas. Parfaitement poli, incapable de gestes, incapable de don, il est le garçon de verre qui ne renvoie à chacun que sa propre image découpée selon la silhouette de ses rêves.

Sur un premier plan, l'analyse conduite ici est celle de l'indifférence de cœur et de désir dont l'auteur nous dit qu'elle est d'abord impotence ou mieux « inappétence ». A cet égard, Stéphane Hecquet décrit admirablement l'angoisse qui peut saisir à l'instant où l'on ne distingue plus indiffférence et duplicité et l'affolement devant l'évidence du vide. Mais sur un autre plan, cette indifférence n'est pas seulement un trait psychologique absolu qui fait souffrir, elle est aussi celle qui fait la *différence radicale* d'où, par voie de conséqence, naissent le désir, l'imagination, l'amour. Le narrateur le sait et enrage autant de souffrir à aimer ce que crée sa propre imagination que de s'acharner à détruire ce qui provoque son désir. Mais ce que l'auteur ne dit pas, c'est qu'il décrit un âge de l'amour, celui où l'on souhaite *être* la personne aimée, où aimer est vouloir s'identifier à l'objet de l'amour. Dans sa forme la plus large, peut-être est-ce vouloir sortir de soi. « Anne est partout ailleurs qu'en lui » note le narrateur, mais sans doute c'est cela même qu'il envie chez lui. Obscurément il ressent l'attrait du vide devant Anne qui ne pense pas, qui se laisse aimer ; il y a là pour lui comme le rêve androgyne d'unir passivité et liberté. A ce stade on est parvenu à un jeu de miroirs sans fin où l'on peut dire que c'est celui qui aime les femmes qui a le plus vif désir de s'approprier les qualités féminines ! Les séquences du récit s'intitulent d'ailleurs : Anne, Dominique, Claude, puis Anne qui cette fois est une femme. Sous ces prénoms provoquants il y a — thèse, antithèse, synthèse puis nouvelle thèse transformée — toute une dialectique romanesque du masculin et du féminin.

Cet âge de l'amour est aussi l'âge visuel. Anne aime être aimé parce qu'il aime être vu. Ce garçon de verre vit de son reflet dans les yeux des autres, il a le goût de la société comme du monde où l'on *apparaît*, du théâtre dans la vie. On aimerait bien que l'auteur nous ait dit le rôle de la paresse dans une telle existence !

Le narrateur lui, aime voir parce qu'il a admirablement le sens de la beauté, de la beauté des corps : « Qu'il vint à ma rencontre, ses cheveux blonds debout dans le soleil comme une haie d'honneur, sa frimousse bleue lavée comme un médaillon, prince en minature, petit seigneur de Saxe et de vitrine, et l'admiration désarmait mes bras, mes mots, mon cœur ». Ce qui rend ce livre émouvant, c'est cette tendresse non jouée devant la beauté périssable, le sens de la souffrance qu'elle peut provoquer et que l'on ne nous livre pas. Il est très vrai qu'au cœur de ce langage brillant, souvent trop précieux, les mots sont parfois désarmés. Le récit en prend ce ton, détaché, de verre également, pourrait-on dire, froid à l'oreille et piquant au cœur, si bien adapté à ce monologue d'un homme qui entend régler un compte avec son désir et sa tendresse impossibles.

C'est un des livres les plus attachants que nous ayons lus depuis longtemps.

Bernard VORGE.

Les Livres étrangers

JOHN T. FLYNN : *The Decline of the American Republic.* (Devin-Adair, New-York). — V. ORVAL WATTS : *The United Nations, Road to War.* (Foundation for social Research, Los Angeles).

Beaucoup d'Américains s'effraient des dangers que court leur pays depuis que Roosevelt et Truman ont livré les deux-tiers de l'Europe et de l'Asie aux Soviets. M. John T. Flynn, qui a écrit trois excellents ouvrages sur la politique étrangère de ces deux personnages (*The Roosevelt Myth. The lattimore story* et *While You Slept*), croit que ces deux dangers sont moins graves que le danger intérieur couru par le pays depuis que Roosevelt et les juges de la Cour suprême nommés par lui ont violé la constitution par une interpré-

tation abusive de plusieurs de ses articles et créé un pouvoir central fort afin de faire triompher le marxisme aux Etats-Unis, parce que, ce faisant, ils ont pêché contre l'esprit.

Sur le triple plan psychologique, historique et juridique, son ouvrage est d'un puissant intérêt, bien que sur certains points de détail son argumentation nous paraisse spécieuse.

Comme tous les partisans de la tradition américaine, John Flynn est persuadé que la constitution promulguée en 1787 est un modèle du genre ; fruit d'une lutte millénaire pour abattre l'oppression monarchique, elle aurait accordé aux Américains une plus grande liberté que n'en a jamais connu aucun peuple du monde, même le peuple anglais qui avait montré la voie dès 1215 (l'année de la Grande Charte) et, à la fin du XVII[e] siècle, en répandant les principes de Locke.

Nous ne partageons pas cet avis.

Il n'y a pas, d'un côté, la liberté américaine et, de l'autre, l'oppression caractérisée par Louis XIV, Hitler et Staline. Il y a eu et il y a encore d'autres moyens d'expression de la volonté des peuples que le parlementarisme.

Lorsque John T. Flynn, avec talent, et Orval Watts, avec l'ardeur maladroite d'un boy-scout, affirment que les Etats-Unis ont enfin apporté au monde le modèle de gouvernement « limité » dont les peuples avaient besoin pour jouir de la liberté, nous maintenons qu'il y a là une prétention excessive.

La monarchie française, pour ne parler que d'elle, était un gouvernement « limité » par les privilèges des Ordres et des provinces. Souvenons-nous du mot de Louis XV : « Si j'étais lieutenant de police, j'interdirais les cabriolets dans Paris ». Les moyens de commandement étaient alors très réduits et il y avait une foule de domaines que le roi n'aurait pas songé à réglementer. Ajoutons qu'en 1789, la Liberté a peut-être été décrétée en France, mais que sa naissance a été aussitôt suivie de celle de la police politique assistée d'innombrables comités de surveillance et de délation. C'est un fâcheux souvenir.

Des hommes, par ailleurs distingués et bien intentionnés, nous paraîtraient plus prudents s'ils ne se livraient pas à des généralisations historiques hâtives et trop visiblement inspirées des formules de propagande en honneur dans les Loges maçonniques du monde entier.

Nous comprenons très bien que les disciples des sectes protestantes dissidentes, réfugiés outre-Atlantique au XVIII[e] siècle, n'aient pas voulu qu'un gouvernement central fort ait le moyen de leur imposer une manière de vivre ou une religion. Séparés par de longues distances, des habitudes et des intérêts quelque peu divergents, ils n'ont consenti à s'unir que sous l'égide d'un gouvernement faible. La Déclaration des Droits de 1776 avait précisé les prérogatives dont devaient jouir les citoyens ; la constitution de 1787 affirma que les

Etats désireux de s'unir seraient autant de républiques dotées de tous les pouvoirs, sauf les pouvoirs militaires, judiciaires, financiers et diplomatiques strictement nécessaires à la vie de la super-république, chargée de maintenir l'union des treize premiers Etats et de les préserver de tout danger extérieur. Encore, ces pouvoirs, clairement définis, étaient-ils répartis en trois groupes distincts, suivant les idées chères à Montesquieu, de façon à éviter qu'une seule main pût les saisir tous et instaurer une dictature.

John Flynn nie que la première violation de cette constitution ait été faite par les Nordistes. Il prétend qu'un de ses articles leur permettait de s'opposer à la sécession. C'est exact, mais il n'aurait pas fallu y acculer les Sudistes, en cherchant à leur imposer une législation qui était strictement du domaine des Etats et non de celui de la Fédération. Sur le plan constitutionnel, la cause nordiste était indéfendable. La preuve en est qu'en 1865, 1868 et 1870, il a fallu voter pour les amendements 13, 14 et 15 pour légitimer les mesures imposées par les vainqueurs de la guerre civile.

Pour John Flynn, la mesure qui a ouvert la brèche dans l'édifice constitutionnel américain est le 16[e] amendement, voté en 1913, et qui a donné à l'Etat fédéral le pouvoir de lever sans limitation un impôt sur le revenu. Nous croyons qu'il faudrait y ajouter, bien que ce ne soit pas du domaine strictement constitutionnel : la création du système bancaire de réserve fédérale, mais la Banque Kuhn et Lœb, qui avait inspiré cette création, savait ce qu'elle faisait ; il est plus facile de s'en rendre compte aujourd'hui où Roosevelt a non seulement mis en danger les prérogatives essentielles des 48 Etats en créant ce monstre qu'est l'Etat fédéral moderne, mais où, sous prétexte de lutter contre la crise économique qui sévissait depuis 1929, il a ajouté aux pouvoirs politiques usurpés d'immenses pouvoirs économiques grâce au lancement du *New Deal*.

Il faut le reconnaître, aujourd'hui, les 48 Etats de l'Union sont à peu près réduits au rôle de nos départements. Un tel bouleversement constitutionnel aurait dû exiger le concours des assemblées d'Etats et du Congrès dans les formes et suivant les quorums prévus en 1787, mais c'était courir à l'échec.

L'habileté de Roosevelt et de ses conseillers a été de renoncer au mot de socialisme, qui aurait effrayé tout le monde ; de ne parler que de planisme économique et social.

Après trois ans d'expérience, la Cour suprême, déclara, cependant, le premier *New Deal* inconstitutionnel à la veille des élections de 1936. Quand il lança le second, Roosevelt n'eut plus qu'une idée : réduire la Cour suprême au silence. Après une lutte assez âpre, il y arriva en remplaçant petit à petit, par ses créatures, les magistrats que la retraite ou la mort enlevait à la Cour. Frankfurter et les autres juges complices se firent alors un jeu de bouleverser le mécanisme américain, sans changer une virgule du texte constitutionnel, par la simple « interprétation » de quatre mots : « bien commun » (*General WELFARE*) et « commerce inter-Etats », dont le

sens avait, cependant, été précisé avec soin par plusieurs décisions judiciaires. En aucun cas, les fondateurs de la République n'avaient pensé à créer un « Etat-providence » (*WELFARE State*) ou à prendre la direction de l'économie du pays. C'est pourtant ce à quoi Roosevelt est parvenu grâce à l'inextricable réseau des entreprises et services de contrôle du *New Deal*.

La place nous manque pour passer en revue les désordres et les extravagances auxquels ce régime a abouti. John Flynn donne sur lui de nombreuses précisions ; il cite des chiffres qui expliquent le mécontentement du contribuable américain et son désir de ne pas voir, en outre, le trésor fédéral gaspillé aux quatre coins du monde au titre du Point IV ou de l'aide militaire, surtout lorsqu'il voit que les Etats quémandeurs ne s'arment pas et glissent sournoisement vers le neutralisme ou le communisme.

Cette déception amène John Flynn à se cantonner dans une position simplement anti-marxiste et à sous-estimer peut-être le péril communiste. Disons à sa décharge qu'il n'est pas le seul nationaliste américain à adopter cette attitude.

Orval Watts, qui se livre à une étude approfondie des dangers que l'O.N.U. fait courir aux Etats-Unis, ne se range pas à ce point de vue. Il montre avec précision les facilités que les Nations Unies offrent aux agents soviétiques, camouflés dans les diverses délégations et au secrétariat général, pour faire de la propagande communiste et de l'espionnage au profit des Soviets.

Evoquant les périls de l'internationalisme, il raconte une curieuse histoire, celle de la prise simulée de neuf villes californiennes et d'une ville du Texas par des troupes de l'O.N.U., en 1951-1952, époque faste de la présidence du F∴ Truman. Le pavillon américain fut amené et remplacé par celui des Nations Unies ; les maires, conseillers municipaux et hauts fonctionnaires arrêtés, des affiches, menaçant de poursuites judiciaires la propagande des ennemis de l'O.N.U., placardées.

Ces « grandes manœuvres » ne semblent pas avoir eu l'effet qu'en attendaient leurs auteurs, car les citoyens californiens se sont demandés comment des officiers américains pouvaient à ce point violer la constitution qu'ils avaient mission de défendre, sous prétexte de servir la cause de l'O.N.U. ; ils lancèrent les grands mots de droit illimité de pensée et de parole, d'*Habeas Corpus*, dont l'effet est toujours sensible en pays anglo-saxon... Le jeu prit fin. Mais, des prétentions de l'O.N.U., une chose reste parce qu'elle est moins visible et cependant plus dangereuse, celle de l'application de ces décisions touchant la vie intérieure des Etats nationaux, même si elles contredisent des habitudes séculaires et des principes reconnus par des textes de lois.

C'est une question très grave : elle met en jeu l'indépendance nationale. Nous y reviendrons en étudiant d'autres livres parus en Amérique, notamment ceux qui analysent le moyen de défense imaginé par un parlementaire américain, M. Bricker. G. O.

MAJOR-GENERAL J.C.F. FULLER : « *Les Batailles décisives du Monde occidental et leur influence sur l'histoire* ». Tomes II et III (Eyre and Spottiswoode, Londres).

Voici les tomes II et III de la gigantesque fresque militaire, historique et aussi politique due à la plume remarquable et du Major-Général J.C.F. Fuller, qui fut le Heinz Guderian des Britanniques et qui reste leur Clausewitz. Le lecteur se souviendra que, ici-même, début 1955, nous avions rapidement évoqué le premier tome de cette magistrale étude sur « Les Batailles décisives du monde occidental », et que nous avions dit tout le bien que l'on pouvait en penser.

Le tome II paru fin 1955, s'étend de la bataille de Breitenfeld, le 7 septembre 1631, à celle de Waterloo, le 18 juin 1815. Entre ces deux dates cruciales nous avons, notamment, la marche de Malborough vers le Danube, Blenheim, Rossbach, Québec, Yorktown, Argonne, Valmy, Trafalgar, Iéna, Leipzig, Quatre-Bas et Ligny. Rappelons que Fuller n'a pas écrit une histoire complète de toutes les batailles, mais qu'il a opéré un choix et retenu celles qui lui semblent avoir comporté les conséquences les plus décisives pour l'Occident. Chaque chapitre est précédé d'un utile résumé des événements qui survinrent à la veille de la bataille, de telle sorte que l'ensemble forme un tout harmonieux.

Publié voici quelques semaines à Londres, le tome III des « Batailles décisives » a provoqué souvent dans la grande presse des réactions assez vives, car l'auteur, comme on va le voir, ne se prive pas de juger très personnellement les responsables de la seconde catastrophe mondiale.

Le volume s'ouvre sur la révolution industrielle et les origines de la guerre civile américaine. Après le siège de Vicksburg et la bataille de Chattanooga, nous voici de retour en Europe avec l'expansion de la Prusse et Sedan. Suivent Port-Arthur, la Marne, Tannenberg, Amiens, Vittorio Veneto et, après la révolution d'octobre, la bataille peu connue de Varsovie en 1920 qui brisa la poussée soviétique en Europe. La montée et l'expansion du IIIᵉ Reich sont suivies de la bataille de France, de celle de Moscou, puis de Stalingrad, jusqu'à celle de Normandie, sans oublier l'extension de la guerre dans le Pacifique, l'Afrique du Nord, El Alamein et Tunis.

Pour Fuller, l'une des causes primordiales de la guerre de 1914 fut la jalousie britannique de la marine marchande et de la production industrielle du Reich, de même qu'une jalousie semblable précipita les Etats-Unis dans le second conflit mondial. De ce second conflit, il dit que ce fut « une colossale stupidité qui n'acheva rien » : les légions de Hitler furent détruites, mais alors leur succédèrent les hordes de Staline. Fuller rappelle la conquête par l'U.R.S.S. de toute l'Europe orientale, et notamment de la Pologne pour la liberté de laquelle la France et l'Angleterre firent la guerre à l'Allemagne. Les frontières occidentales de l'U.R.S.S. furent avancées de mille deux cents kilomètres et un siècle d'histoire européenne repoussé.

Et alors, Fuller passe à l'attaque. Il accuse. Pour cette catastrophe, il blâme et condamne Churchill, qui ne sut ou ne voulut pas négocier une paix séparée avec l'Allemagne lorsque celle-ci se jeta sur l'U.R.S.S., et il condamne encore davantage, avec une violence bienvenue, Roosevelt par la faute de qui « la moitié du monde est aujourd'hui placée sous la servitude de Moscou ». De Roosevelt, Fuller ajoute que c'est lui qui provoqua l'entrée en guerre du Japon et il répète les charges de l'amiral Theobald dans un livre fameux à propos de Pearl Harbour.

Tout cela n'est déjà pas si mal quand on pense que c'est un Anglais qui parle.. Mais il y a plus. La démocratie comme nous la connaissons depuis le début du siècle n'est pas épargnée : « De tous les changements qui suivirent la première grande guerre, celui probablement de plus mauvais augure fut que cette guerre rendit effectivement le monde plus sûr pour la démocratie ». La défunte S.d.N. est décrite comme la torche wilsonnienne d'un monde soviétisé. Et il déclare que la Charte de l'Atlantique fut « la plus grande mystification de l'histoire ». Ailleurs, Fuller regrette les actes de brutalité qui accompagnèrent l'avance de la Wehrmacht en U.R.S.S., après juin 1951, sans lesquels, pense-t-il, la résistance soviétique se serait effondrée. Enfin, il stigmatise l'emploi de bombes atomiques sur le Japon en 1945. Les dernières pages du tome III, qui traitent de la guerre froide, sont prophétiques.

D'aucuns pourront s'étonner qu'une telle étude des grandes batailles du monde occidental contienne des considérations politiques. Cela s'explique aisément : ainsi qu'on l'a dit, Fuller ne relate pas seulement les péripéties des batailles les plus importantes qu'il a choisies, mais il en analyse également les conséquences politiques et sociales. C'est pourquoi, grâce non seulement au génie militaire de l'auteur mais encore à sa pénétrante lucidité, « Les Batailles décisives du monde occidental et leur influence sur l'Histoire » constituent l'un des documents les plus précieux qui aient paru ces dernières années.

P. HOFSTETTER.

AU TEMPS DES LIGUES (III) (1)

Le Six Février
ou " La Journée des dupes "

Le siège du Francisme était maintenant transféré rue Vivienne, non loin de la Bourse et l'atmosphère toujours pittoresque en était franchement sympathique. A chaque minute des équipes de vendeurs du journal, et aussi de vendeuses en chemises bleues fort seyantes, dégringolaient les escaliers du vieil immeuble et se répandaient sur les boulevards, les Champs-Elysées, l'Etoile. On échangeait le salut fasciste lorsqu'on se croisait et un de mes confrères allemands, du bureau parisien de l'agence de presse D.N.B., mon vieil ami Wilhelm Stellbogen, me faisait observer en souriant :

— Cette phase infantile du fascisme est grisante. Il est amusant pour nous de voir des Français jouer le jeu avec tant de puérilités charmantes.

Au départ Marcel Bucard avait pourtant lui aussi voulu éviter la qualification de fasciste. Je lui avais fait observer que c'était fort inutile, que nul ne s'y tromperait et que nous aurions peut-être des chances particulières en acceptant au contraire franchement cette appellation.

Il devait rapidement adopter ce point de vue et lorsqu'il m'eut confié presque aussitôt la rédaction en chef de l'hebdomadaire, le mot fasciste figura effectivement dans la manchette.

Mussolini avait en effet compris, au point d'évolution des idées politiques dans les différents pays d'Europe, que le fascisme devait maintenant cesser de rester un phénomène proprement italien ainsi qu'il l'avait cru jusqu'alors, et dans l'année même une conférence se tenait à Montreux, sous les auspices du Comité d'Action pour l'Universalité de Rome (C.A.U.R.) qui liait, d'ailleurs sans rigueur, plusieurs mouvements dont le plus important était « la Phalange » de José Antonio Primo de Rivera.

(1) Voir les nos 32 et 34 avril et juin-juillet 1956.

Je créai immédiatement dans « le Franciste » une page d'information internationale où chaque rubrique était marquée par l'insigne du mouvement, et une rubrique sociale intitulée « Sur le Front du Travail » que « l'Humanité » ne craignit pas plus tard d'adopter, nonobstant son origine nationale-socialiste.

Armand Grégoire, Claude Planson, Bertrand Motte, Robert de La Salle représentaient au Francisme les éléments intellectuels bourgeois qui tranchaient assez fortement avec l'entourage d'anciens combattants de Marcel Bucard. La première expérience des difficultés que l'on rencontre toujours lorsqu'il s'agit de fondre en une unité cohérente des hommes de formations différentes, je la fis au Francisme.

En ce début de l'année 1934 qui fut avec l'année 36, et sans doute plus encore que celle-ci, décisive dans la phase finale de l'histoire de la IIIe République, il convient en effet de souligner que Fascisme et National-Socialisme étaient alors fort loin de l'action convergente.

Et j'avais dû, ma force de persuation ne suffisant pas, emprunter l'autorité de Bucard pour convaincre mon collaborateur au journal, Bertrand Motte, de la fameuse dynastie grande bourgeoise du Nord et à ce titre fort réticent devant tout ce qui venait d'Allemagne, qu'il nous appartenait, si notre développement ultérieur nous permettait d'ambitionner un si grand rôle, de faire le pont entre les deux doctrines, respectant l'originalité de chacune. Ce pourquoi nos informations sur le National-Socialisme devaient équilibrer dans le journal celles que nous recevions d'Italie.

Au contraire il convenait parfois de tempérer le zèle et l'enthousiasme d'Armand Grégoire, Lorrain de Metz et ancien combattant de l'armée allemande qui demeurait fort marqué intellectuellement par ses années d'université germanique, sans parler des superbes balafres de ses joues glabres.

Il était, somme toute, plus facile d'amener le comte de La Salle à pratiquer un tutoiement naturel avec les jeunes camarades de recrutement ouvrier. Ce que fit également fort aisément un peu plus tard Vauquelin des Yveteaux en qui nous devions trouver un orateur de premier ordre quoiqu'il sacrifiât, trop souvent à mon goût, à sa grande facilité.

Ces premiers mois de mise au pas volontaire demeurent une des expériences les plus instructives de ma vie.

L'effort de compréhension réciproque accompli par des hommes si divers constituait en tout cas un exercice de grande valeur dont les fruits ne furent pas perdus.

J'étais aussi très satisfait de garder, bien entendu avec l'agrément de Bucard, mon rôle d'agent de liaison avec les mouvements extérieurs par le truchement de Paul Marion.

Et jamais nos réunions ne furent plus nombreuses qu'au cours de ce mois de janvier 1934 où chacun sentait que la vieille armature vermoulue du régime était à la merci d'un effort vigoureux et heureux.

Depuis l'élection à la Présidence de la République du triste Albert Lebrun, le 10 mai 1932, cinq ministères s'étaient succédés et le dernier en date, présidé par Camille Chautemps dont la finesse d'esprit et le sens politique servis par un charme personnel très réel ne trouvaient plus matière à s'exercer, paralysés par la brutalité des événements, était à bout de souffle. Notre ami Eugène Frot y avait tout d'abord repris le Ministère de la Marine Marchande, puis celui du Travail, lorsque le 8 janvier la démission du ministre des Colonies, Albert Dalimier, ancien Garde des Sceaux du cabinet précédent, cabinet Albert Sarraut qui n'avait pu tenir un mois, contraignit le chef du Gouvernement à un replâtrage d'urgence. Dalimier qui continuait la tradition galante des ministres habitués des coulisses des petits théâtres et même des autres où l'on ne regarde pas de trop près les personnages que l'on rencontre, comptait parmi les hommes politiques dont feu Stawisky avait su se servir, parfois d'ailleurs à leur insu. Il n'en fallait pas davantage pour que Chautemps fut évidemment soupçonné de vouloir étouffer l'affaire. Il refusait en tout cas la commission d'enquête et usait ses dernières forces à temporiser, tandis que la rue grondait de plus en plus fort. Les bagarres se faisaient sévères et la volonté, malheureusement confuse, de grands changements s'affirmait avec une intrépide violence. Eugène Frot, naturellement, se montrait favorable à la constitution d'un gouvernement dont la tâche serait d'opérer enfin cette réforme de l'Etat dont tout le monde parlait et nous souhaitions évidemment qu'il accédât au ministère de l'Intérieur où les moyens d'action mis à sa disposition seraient de toute autre nature que dans les ministères techniques où il avait fait ses premières armes.

Si étrange que cela puisse paraître aujourd'hui, il convient de rappeler maintenant que, parmi le personnel politique où se recrutent les président du conseil, et il n'y en a jamais guère plus d'une demi-douzaine par législature, un nouveau : Edouard Daladier suscitait les plus grandes espérances. Il avait su, lors de son passage au ministère de la Guerre, non

seulement dissiper certaines méfiances provoquées par son pacifisme électoral, mais, opérant un renversement dont les parlementaires sont coutumiers lorsqu'ils arrivent au pouvoir, s'affirmer bientôt comme l'homme de confiance de l'Etat-Major.

Il avait conservé le portefeuille de la Guerre en accédant àla Présidence du Conseil l'année précédente, et l'avait gardé dans les cabinets suivants. Il le détenait encore dans le cabinet Chautemps. Daladier laissait complaisamment se forger la légende du « Taureau de Vaucluse » et d'aucuns, dans les milieux les plus divers, voyaient en lui « l'homme fort ». Il était parfaitement étranger à la pourriture stawiskienne et aucune révélation ne lui faisait peur.

Aussi lorsque Camille Chautemps dut se résigner à démissionner, le nom de Daladier fut-il aussitôt prononcé et bientôt le bruit courut que le député d'Orange allait former un ministère de quelques hommes, sans souci des partis, décidé non seulement à faire justice, mais à apporter à la France les grandes réformes qu'elle attendait.

Qu'il ait souhaité d'être cet homme-là, surtout dans l'euphorie d'une tournée de pastis bien frais, on peut le croire, mais le régime avait aussi sa rigueur et les consultations rue Saint-Dominique, où l'antichambre des armures était jour et nuit une potinière de parlementaires, de journalistes, d'officieux et de gens du monde buvant, fumant, mangeant en commentant avec passion les propos des appelés et des sortants, n'avançaient guère.

Pourtant l'espoir si peu fondé que nous venions de dire suffit pour que la rue recouvrât son calme.

J'appartenais alors à la rédaction d'un nouveau quotidien fondé par Paul Lévy : « *Aujourd'hui* » où j'avais vu débuter Thierry Maulnier, qui ignorait tous les dessous du jeu politique, et allait un peu naïvement dans la vie avec un gros révolver qu'il montrait complaisamment à J.-P. Maxence très excité, à Louis Delapré amène et souriant, très fier au fond de son surnom « d'intellectuel de choc ». On y vivait l'histoire passionnément.

Presque chaque jour Marion faisait pour son petit groupe le point de la situation et nous lui apportions nos propres informations. Le 30 janvier il me donnait rendez-vous le soir-même à la brasserie « La Brune », avenue de la Motte-Picquet, où nous devions dîner. Je compris qu'Eugène Frot serait là et que ce lieu déjà connu de la chronique comme cadre d'un épisode de l'affaire Violette Nozières avait été choisi pour sa proximité du domicile privé de notre ami ministre.

A 8 heures et demie nous nous retrouvions à une table réservée bien à l'écart, Paul Marion, Victor Arrighi, Claude Jeantet et moi-même. Les dernières éditions des journaux du soir venaient de paraitre et nous apportaient confirmation de la constitution du deuxième cabinet Daladier. Atterrés nous l'étions tous. Car si Frot était bien ministre de l'Intérieur, c'était dans un cabinet d'une banalité désolante qui n'avait aucune chance de sortir des sentiers trop battus.

— Frot ne sera pas là avant 9 heures, nous dit Marion. Attendons. — Une demi-heure passa. Les garçons impatients venaient s'informer de temps à autre de nos intentions, mais nous leur répondions d'attendre et nous recommencions à échafauder des hypothèses. Nous devions attendre ainsi jusqu'à 10 heures. Enfin Eugène Frot et Claude Lévy, son chef de cabinet, arrivèrent et le nouveau ministre de l'Intérieur, exténué se laissa choir sur une chaise avec un soupir. Déjà les questions partaient : Que s'était-il passé ? Pourquoi s'être laissé embarquer dans un ministère aussi quelconque ?

— Daladier « m'a eu » au sentiment », confessa Eugène Frot, en faisant un geste de découragement. Il a pleuré, oui pleuré, en me disant : « Tu ne peux pas me lâcher, toi. » Enfin on peut toujours sortir d'un ministère.

Devant les premiers plats nous envisageâmes avec passion toutes les possibilités pratiques qui permettraient à notre ami de se dégager. Parmi celles-ci figurait, il est vrai, le déplacement de Jean Chiappe qui serait, pensions-nous, refusé par une majorité du conseil, mais elle ne fut pas retenue et lorsque je dus partir pour regagner en toute hâte le marbre de l'imprimerie d'« *Aujourd'hui* » la discussion se poursuivait

La seule conclusion à cette dernière réunion des hommes de l'Acacia fut que Frot devait partir à tout prix et le plus vite possible afin de garder ses chances intactes.

Les péripéties imprévues d'un conseil de cabinet aboutirent finalement à l'adoption d'une mesure qui provoqua bien deux démissions, celles de François Piétri et de Jean Fabry mais non point celle d'Eugène Frot.

Jean Chiappe refusa d'accepter un proconsulat alors de tout repos, mais ce furent les menaces que dans sa colère il proféra contre son ministre qui coupèrent tout chemin de retraite à celui-ci, alors que brusquement la fureur populaire se réveillait plus violente que jamais, car le Préfet de Police qui avait su assainir la capitale et prévenir le retour des scènes hideuses de 1928, où l'on avait vu la lie des bas-fonds

piller les magasins sous prétexte de protester contre l'exécution aux Etats-Unis de deux condamnés auxquels s'intéressait, on ne sait trop pourquoi, le parti communiste, était en huit ans devenu un des personnages les plus populaires de Paris.

Le dimanche matin la situation apparaissait plus explosive qu'elle ne l'avait jamais été. Les interpellations s'accumulaient depuis la veille sur le bureau de la Chambre, tandis que les ligues préparaient, chacune de son côté, des démonstrations massives pour le surlendemain, mardi 6, février.

A cette distance de l'événement je crois pouvoir dire que le plus grand mal est venu de l'absence de contacts personnels antérieurs entre Eugène Frot et Jean Chiappe. Ce dernier, peut-être insuffisamment ou mal informé des activités du ministre, par les Renseignements Généraux, en savait assez pour pouvoir répondre, dans la chaleur de l'exaspération, qu'il était en mesure de briser net la carrière « d'un jeune ministre ambitieux ». La hâte des délibérations, l'incohérence des mutations firent le reste. Pourtant Frot et Chiappe étaient faits pour s'entendre. L'ambition du Préfet, la suite des événements l'a bien montré, n'allait pas au-delà d'avoir bien en main le corps des gardiens de la paix et les services d'information.

Mais ses qualités humaines étant grandes, sa fidélité aux amitiés exemplaire, il pouvait, associé au destin d'un ministre capable de grandes vues politiques, jouer un rôle de première importance et épargner des flots de sang.

Le Six Février a été le fruit d'un malentendu tragique et les conséquences d'un échec trop certain pesèrent lourd dans l'effondrement final de la Frace qui se poursuit aujourd'hui encore sous nos yeux.

Et pourtant quelle espérance, quelle chaleur nouvelle dans tous les cœurs, au soir de cette journée atroce où, témoin trop lucide, nous avons assisté au plus noble soulèvement populaire de l'histoire de toute l'Europe ! Car il faut le dire et prendre date pour les réparations futures, cette journée du Six Février est unique dans les annales d'un peuple.

Les révolutions nationales accomplies dans les pays voisins ne comptent pas d'épisode aussi héroïque et aussi unanime.

Seulement, au matin du sept, dans le silence apeuré des rues où des groupes déjà se reformaient en attendant l'assaut décisif, pas un homme n'était en mesure d'exploiter une

si coûteuse victoire. La Roque se retranchait dans une solitude intransigeante et suspecte, Taittinger ne pouvait être qu'un ministre et les autres ne représentaient que de bellles troupes vaillantes. Ah ! comme nous avons pu déplorer d'échec de l'Acacia lorsque fut connue la démission de Daladier et l'appel au retraité de Tournefeuille...

Il serait bien absurde de reprocher à un peuple héroïque de manquer de jugement politique, mais les acclamations populaires qui accueillirent le Président Doumergue à son arrivée à Paris marquaient bien la fin d'une grande espérance. San doute le Maréchal Pétain entrait-il pour la première fois dans un gouvernement avec Adrien Marquet, mais Edouard Herriot, naufrageur émérite d'un précédent cabinet d'union nationale classique, représentait à terme la mort d'un ministère qui affirmait sa volonté de doter la France d'une nouvelle constitution. Et Albert Sarraut au ministère de l'Intérieur offrait lui aussi toutes garanties aux profiteurs du régime.

Une seule chance que nous avions immédiatement aperçue : le cabinet Doumergue était tout de même le ministère de la rue ; sous son gouvernement les Ligues pourraient se développer librement, mais il fallait faire vite car déjà le Parti Communiste avait reprit ses troupes en main. Doriot qui jouait au parti sa dernière carte avait eu sa journée le 9 février et le 12 une première grève « antifasciste » avait ramené dans l'obédience marxiste nombre de ceux qui, en toute certitude, acclamaient les combattants du six.

Une course de vitesse commençait, dans un climat naturellement très favorable au départ, mais qui ne tarderait pas à se transformer du tout au tout, si des actes irréversibles n'intervenaient pas en temps voulu.

Et les premiers mois du ministère Doumergue furent le temps charmant des illusions. Les Croix de Feu paradaient aux Champs-Elysées, les Jeunesses Patriotes, la Solidarité Française et les Camelots du Roi criaient leurs journaux à tous les carrefours ; le 28 mai, pour l'anniversaire de la semaine sanglante, je conduisais une délégation de chemises bleues, au pas cadencé s'il vous plaît, au Mur des Fédérés où je déposais une superbe couronne de roses rouges, devant les photographes. En Moselle Marcel Bucard passait en revue plus de deux mille hommes magnifiquement équipés. On se disputait les grandes salles de réunions qui n'étaient pas assez nombreuses pour accueillir un public bienveillant, mais très vite il apparut que le Colonel de La Roque, hélas, dis-

tançait et de fort loin ses concurrents. Pour attester sa suprématie il retenait, certains jours, toutes les salles de Paris et, en trois heures, il paraissait cinq ou six fois devant des foules trépignant d'enthousiasme.

Au contraire le parti néo-socialiste ne progressait pas. Pour ma part je n'avais encore jamais rencontré le Colonel de La Roque et je lui aurais volontiers accordé le bénéfice du préjugé favorable — après tout je n'étais pas candidat Fuhrer et l'essentiel à mes yeux était que la Révolution nationale se fît — si Paul Marion qui l'avait approché ne m'avait confié son scepticisme et ses doutes.

— L'essentiel, me disait-il, est de garder la confiance des hommes actuellement rassemblés ici ou là et d'éviter que les découragements qui viendront bientôt ne provoquent une retraite définitive.

Car, dès l'été, il apparaissait de toute évidence que l'excellent Président Doumergue, certes bien amélioré sur ses vieux jours, ne réussirait absolument pas à faire adopter, même par ses propres ministres, ses projets pourtant bien sages et bien modestes de république autoritaire.

En attendant, de part et d'autre, on acceptait le ministère Doumergue qui avait sauvé la France de la guerre civile. Les idées reçues sur la guerre civile « le plus grand des maux » n'avaient pas fini de développer leurs conséquences. Pourtant la vérité était bien que la France était grosse d'une guerre civile mal avortée dont les suites ne pouvaient être qu'une infection généralisée.

Nous continuons à en subir aujourd'hui les effets.

Toutefois, il faut bien le reconnaître, nous n'étions pas nombreux à l'époque, et même après l'exemple espagnol, à oser penser qu'une guerre civile heureuse en France ferait faire au monde l'économie d'une guerre et moins encore à le dire et à l'écrire, avec d'ailleurs toutes sortes de précautions de style.

Et l'histoire suivit son cours. A la rentrée les projets de réforme étaient prêts, mais le Conseil des ministres renouvelait à chaque réunion ses objections. Tout le mois d'octobre on tenta, sans y croire, de se mettre d'accord. L'élan populaire était brisé. Comme toujours les commissions d'enquête avaient noyé le poisson. Et puis pouvait-on demander aux hommes des ligues de se soulever pour imposer une réforme qui devait doter la France d'un régime présidentiel atténué au bénéfice d'on ne savait trop qui ? Quelques clameurs accompagnèrent Doumergue dans sa retraite définitive et le

9 novembre M. Pierre-Etienne Flandin, flanqué d'Herriot, de Louis Marin et de Pierre Laval succédait paisiblement au ministère du Six Février. Trente-et-un morts et mille blessés avaient obtenu confirmation d'un renversement de majorité parlementaire et la reconduction d'un gouvernement classique d'union nationale.

Mais le front populaire, à son tour, allait trouver le climat favorable à sa constitution et bientôt à son triomphe.

(*A suivre*). J.-M. AIMOT.

LEUR AVANT-GUERRE

Réflexions sur une enquête

Il est toujours intéressant et instructif de voir revivre la jeunesse de gens dont on a mille fois entendu parler, sur lesquels on a soi-même juste assez de souvenirs venant de son enfance pour deviner que leur situation actuelle a recouvert et comme effacé d'autres recherches, d'autres prises de position, d'autres amitiés.

C'est une excellente idée qu'a eue Gilbert Ganne de faire revivre les principales tentatives des jeunes hommes de 1930 à 1940 pour se regrouper et redresser ce qui leur semblait ne pas aller dans leur époque. Il l'a fait dans une grande enquête publiée par le journal « *Arts* » sur cinq numéros du 21 mars au 25 avril et intitulée « Qu'as-tu fait de ta jeunesse ? » Successivement comparaissent pour expliquer les motifs de leur action d'autrefois et les raisons de leur situation actuelle les surréalistes, le groupe *Esprit,* celui de *l'Ordre nouveau,* les jeunes Maurrassiens et les jeunes Radicaux qui s'étaient rassemblés autour de Bergery.

Chaque fois, de façon très pertinente, Pierre Andreu intervient pour expliquer ce qu'a été le groupement en question et brosser les grandes lignes de son histoire.

La part de Gilbert Ganne est importante. Pour donner cette image des jeunes générations d'avant-guerre, il a d'abord choisi les groupes, puis à l'intérieur de ceux-ci choisi les personnalités qu'il jugeait représentatives. Chacun vient ainsi dire ce qui l'avait déterminé à s'intéresser au mouvement, ce qu'il était alors et ce qu'il est devenu ensuite, pourquoi il a évolué en tel sens ou pourquoi il est resté fidèle, le plus souvent d'ailleurs pourquoi il a évolué tout en restant fidèle aux principes.

On voit ainsi que le mouvement est double : nous retrouvons le passé tel qu'il s'est construit à travers ces grands courants intellectuels, mais nous voyons l'image que les hommes de cette époque ont conservé d'eux, comment ils essaient de retrouver ce qu'ils ont été à travers ce qu'ils sont aujourd'hui.

Gilbert Ganne a choisi des groupes que la politique intéressait et que l'époque ne satisfaisait pas. C'est là leur point

commun, mais c'est dans la manière que les différences s'établissent. Disons d'abord que les surréalistes ne figurent qu'assez arbitrairement dans cette enquête. C'est un mouvement qui existait avant 1930, qui a dépassé largement les frontières françaises, dont les ambitions étaient infiniment plus larges, et d'un autre ordre, qui ne s'est intéressé qu'accessoirement à la politique et qui enfin n'attendait rien de réformes des institutions.

Il en va autrement pour les autres. Ceux-ci définissent réellement assez bien l'esprit d'une époque, le type de groupes qui se formaient alors entre jeunes gens désireux de mettre au point un « programme d'action », de former entre eux une petite société plus ou moins analogue aux Trente de Balzac où se noueraient des amitiés que, de toutes manières, on retrouverait tout au long de la vie.

Des groupes évoqués par Ganne tous ne mettent pas leur espoir sur le même plan. *Esprit* est d'inspiration religieuse, les trois autres : *Ordre nouveau* de ton technocratique, les jeunes maurrassiens proches d'une réforme intellectuelle au sens de Renan, les jeunes Radicaux enfin purement politiques, mais des convictions communes apparaissent qu'il est intéressant de relever.

Tous affirment, d'une manière ou d'une autre, que la division entre la droite et la gauche doit être surmontée. Tous souhaitent que le capitalisme anonyme soit dominé. Tous sentent qu'une manière de socialisme national doit être recherchée. Il existe d'ailleurs une chaîne entre tous les groupes. *Esprit* a eu des contacts avec *l'Ordre Nouveau, l'Ordre Nouveau* en a eu avec les jeunes Radicaux, avec certains des sous-groupes maurrassiens également. On voit certains se chercher d'un groupe à l'autre, hésiter, se demander où ils vont choisir de se fixer, aller d'abord ici, puis venir là.

L'enquête de Gibert Ganne est plus intéressante pour fixer l'atmosphère intellectuelle de l'époque que pour connaître chaque courant évoqué. Comme dans toute enquête rapidement menée, chacun est conduit à simplifier tellement les choses que finalement on dit des choses moyennes et trop connues. Ce qui est instructif c'est de voir à quel point les meilleurs d'avant-guerre ont cru à la politique, mais à la politique loin du parlement, combien ils ont espéré une nouvelle forme de communauté plus humaine. On ne peut se garder de l'impression que la guerre a mis fin à une sorte d'espoir de *trouver ensemble.* Il y a encore des Revues, y a-t-il encore des groupes ? Il y a encore des coteries, y-a-t-il encore des dialogues ?

Il faut noter que Ganne délimite son sujet. Il exclut les partis bien entendu, il parle des jeunes. Mais il néglige assez curieusement les jeunes « nationaux » comme on disait alors. Même *l'Action française* qui n'est représentée que par des groupes dissidents, ou par Claude Roy passé depuis comme on sait... au parti communiste. Il y a là une certaine malhonnêteté de pensée sous prétexte d'éclectisme assez dans la manière de Jacques Laurent lorsqu'il est dans ses mauvais jours. Car enfin il y a eu assez de jeunes à *l'Action française* d'avant-guerre pour que l'on puisse les retrouver et les interroger. On dira : mais ce n'est pas *l'Action française* dont on parle, ce sont les jeunes maurrassiens et spécialement les groupes qu'ils ont formé. Bien, mais Claude Roy et Dominique Aury ! ! L'on parle d'évolution certes, mais tout de même ! Il est infiniment dommage que Ganne nous ait donné, au cours de son enquête même, un exemple de ce conformisme inconscient contre lequel avaient voulu précisément se dresser les groupes de l'avant-guerre dont il nous entretient.

B. V.

A propos d'un soi-disant « complot » contre la sûreté de l'Etat.

Au moment de mettre sous presse, nous apprenons qu'une information vient d'être ouverte pour « incitation à complot contre la sûreté intérieure de l'Etat », par M. Mitterand, ministre de l'injustice et garde des... fuites, contre Jean-Louis Tixier-Vignancour, à propos d'un article paru dans « L'Espoir des Basses-Pyrénées ». *Nous assurons ici notre ami de toute notre sympathie et tenons à protester contre les agissements de ce ministricule chez qui on ne sait ce qui l'emporte, la nullité prétentieuse, l'hypocrisie, la haine ou le ridicule.*

DÉFENSE DE L'OCCIDENT, revue mensuelle politique et littéraire, 28, rue Serpente, Paris (6e). — Le numéro : 100 fr. - Belgique : 15 fr. b. (Correspondant responsable en Belgique : Ossian Mathieu, 29, avenue de Woluwé, Bruxelles).
CORRESPONDANT A ALGER : M. Yves Jeanne, 8e Groupe Bt C., boulevard Sutaud, Alger.
ORAN et Dépt d'Oran : M. François Le Gall, 3, rue Monseigneur, Oran.
Abonnements. — 1 an : 1.000 fr. ; 6 mois : 600 fr.
Etranger : 1 an : 1.300 fr. ; 6 mois : 700 fr.

Le Gérant : Jacques POILLOT.
Imprimerie Maurice MIDOL, Montargis (Loiret)
No d'impression : 791.
Dépôt légal : 3e trimestre 1956.